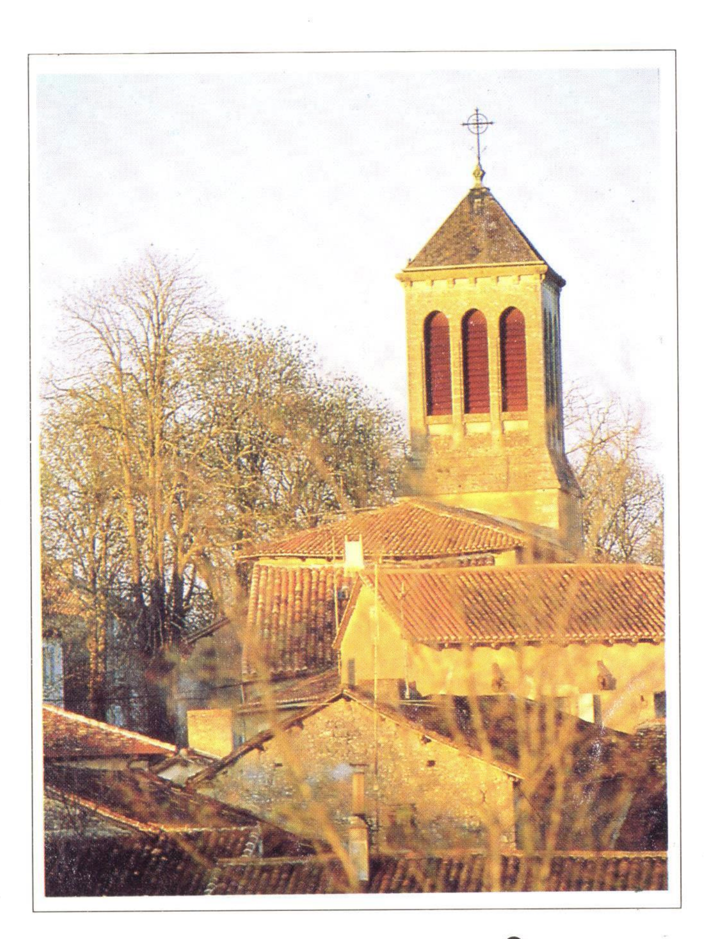
identité

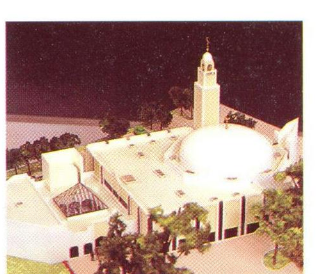
Revue D'ÉTUDES NATIONALES



Les mutations IDÉOLOGIQUES

NUMÉRO 4 • NOVEMBRE/DÉCEMBRE 1989 • 40 FF   ISSN 0999-6087

SOMMAIRE



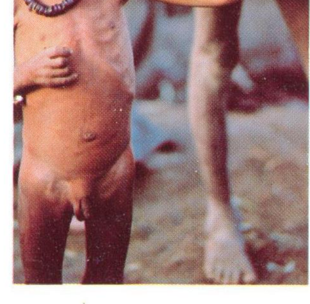


Illustration de la couverture : à chaque architecture correspond une culture. Ici, façonné par les siècles, le village de Varaignes, dans le Périgord, témoin de notre identité menacée par l'idéologie cosmopolite des droits de l'homme.

Des feux dans la nuit

par Jean-Marie Le Pen

Il est inéluctable que meurent les empires les plus solidement établis, les castes qui les dirigent et les idéologies qui prétendent les justifier. Commence alors un nouveau cycle de l'Histoire, à la date que celle-ci assigne aux hommes. « Qu'on prodigue le temps et tout le possible arrive », a dit Hérodote.

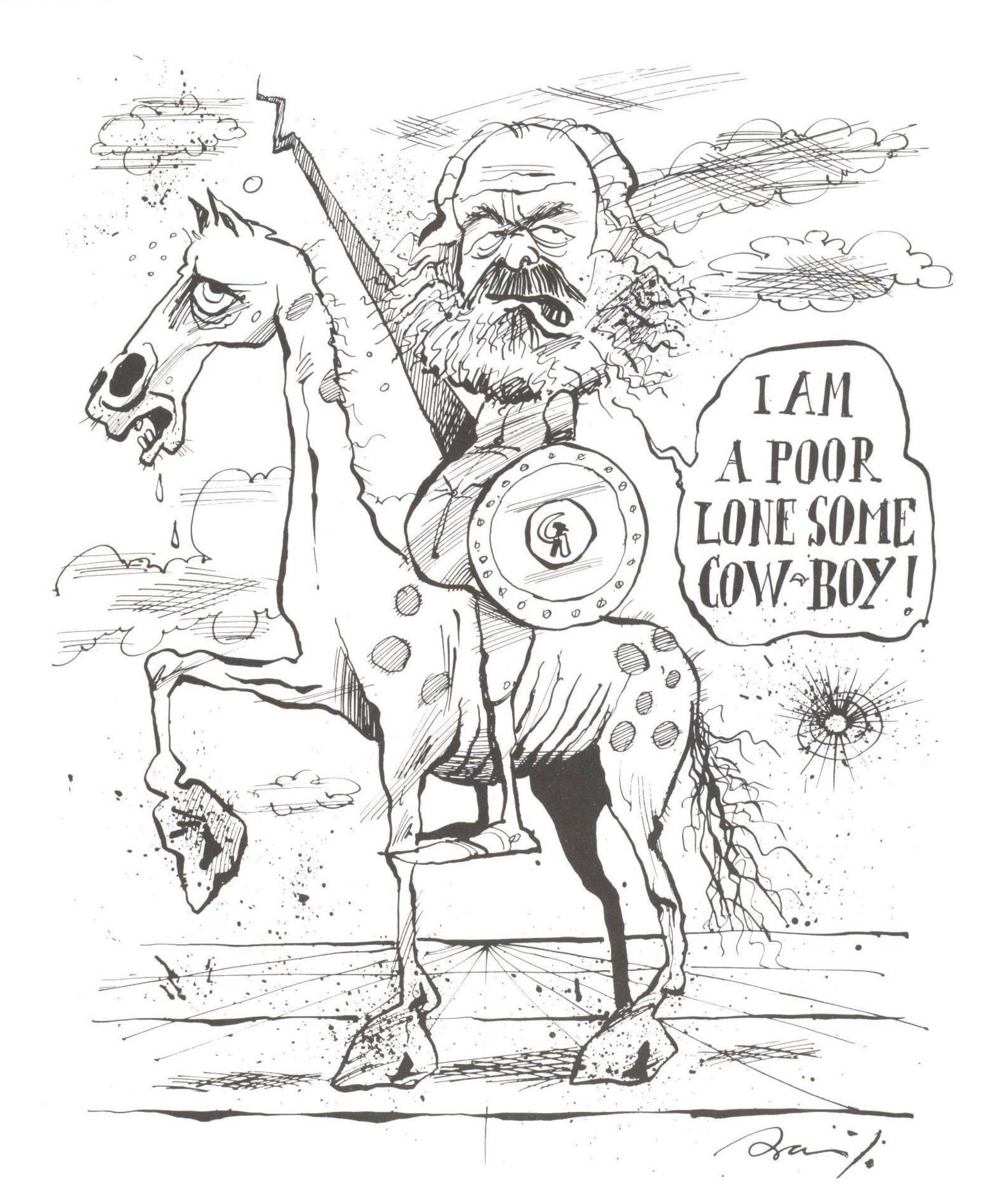
Voici venu le temps de la décomposition du communisme ; suivront celle du socialisme puis celle du libéralisme réduit à la seule démocratie économique. Un moment de l'histoire de l'Europe s'achève; les nations européennes opprimées retrouvent le sens de leur destin et brisent les chaînes des idéologies matérialistes.

Il y a environ quinze ans, on proclamait la mort de Marx. Le dieu des intellectuels libérateurs de 1945 était enterré. Il n'avait jamais été le nôtre ni celui des peuples de l'Est dont nous suivions les révoltes, impuissants à les aider. Depuis 1917, des dizaines de nations ont dû offrir en sacrifice les meilleurs de leurs fils, ou les plus innocents, au Moloch marxiste. C'est sur la résistance héroïque des peuples que s'est usée la lame tranchante du communisme, et non sur les remords tardifs des ex-"compagnons" de route. « Nous nous sommes toujours trompés, et nous nous tromperons encore », se réjouissait dernièrement Jean Lacouture, approuvé doctement par un autre Jean, d'Ormesson celui-là. Même la honte, celle du mur qui s'écroule, leur aura permis ce numéro d'histrions. Je songe, en écrivant ces lignes, à ce jeune garçon de Budapest, arrêté en 1956, à seize ans, et dont on a appris cette année qu'il fut gardé secrètement prisonnier jusqu'à vingt ans, âge auquel il put être légalement fusillé. C'était en 1960, durant la période algérienne de Jean Lacouture. Lui et ses pareils auront porté les valises du communisme sans voir qu'elles étaient emplies d'ossements.

En ces années de mutation idéologique, il nous faudra raison garder. Rien ne prouve que la fin du communisme ne sera pas retardée artificiellement grâce à l'acharnement thérapeutique préconisé par certaines internationales. De nouveaux compagnons de route, attirés par le profit ou le mondialisme qui l'inspire, veulent placer sous perfusion économique le système communiste. Ils assurèrent dans les années vingt son triomphe militaire contre les armées nationalistes russes, puis son installation durable au cours de la NEP. L'Allemagne, pourtant vaincue en 1918 par la subversion communiste, signa à Rapallo en 1920 le premier traité d'amitié germano-soviétique.

Cette tentation du profit à court terme existe encore. Les nations de l'Europe de l'Ouest, politiquement indépendantes, doivent aider les nations de l'Est à se détacher de l'orbite soviétique. Or le libéralisme décadent de nos pays occidentaux, plus proche du socialisme que de l'idéal de liberté, n'a pas la vigueur nécessaire à cette mission historique. Il a adopté les contre-valeurs de la gauche, favorables aux objectifs du communisme. C'est donc bien par un retour aux valeurs spirituelles et nationales, dont les pays Baltes, la Pologne, la Hongrie, l'Arménie, l'Ukraine et la Moldavie nous offrent l'exemple évident, que les nations d'Europe occidentale parviendront à cette indispensable synthèse entre la tradition et le progrès économique et technique que seul permet un libéralisme bien compris. A l'Ouest également, une part importante de l'opinion publique rejette l'oppression du conformisme idéologique.

Les peuples d'Europe ont commencé leur retour aux sources. Un souffle vital formidable s'exhale des poitrines des foules qui manifestent à Riga, Leipzig, Budapest ou Prague. J'espère qu'il parviendra jusqu'à nous. Car les idées fortes sont comptées et, de siècle en siècle, leur petit nombre fait courir des feux dans la nuit. ■



Les mutations idéologiques

Selon certains, les idéologies seraient mortes et nous serions entrés dans une ère nouvelle, celle du "consensus", où la droite et la gauche n'auraient plus de raison de se combattre. Certes, la lutte des classes ne fait plus recette et comme le Parti socialiste a abandonné le marxisme pour se convertir aux valeurs sociales-démocrates qui allient le capitalisme à l'État-providence, tandis que le RPR et l'UDF, de leur côté, renonçaient au libéralisme, plus rien désormais ne paraît devoir séparer la gauche de la "droite". Cela est si vrai qu'à l'Assemblée nationale, l'"opposition" est aujourd'hui sans voix.

Le spectacle de la scène politicienne ne doit cependant pas faire illusion. Car les socialistes ont procédé à une habile substitution : ils ont remplacé les oripeaux encombrants du marxisme par l'idéologie cosmopolite des droits de l'homme qui menace l'unité de la France.

Contre cette doctrine, devenue le credo de toute la classe politique, RPR et UDF compris, se dressent les valeurs de l'identité nationale défendues par la droite de conviction et auxquelles la majorité des Français restent attachés.

Entre ces deux conceptions du monde, celle d'une société cosmopolite menacée d'éclatement et celle d'une nation culturellement homogène et respectueuse de ses racines, il ne peut y avoir de compromis.

C'est dire que, loin de s'apaiser, les pressions idéologiques vont se raviver. Car, à l'affrontement marxisme-libéralisme, a déjà succédé un nouveau débat : celui des droits de l'homme contre l'identité.

La mort des vieilles idéologies

par Claude Rousseau

Le marxisme et le libéralisme, qui ont occupé le devant de la scène durant les deux tiers du XXe siècle, sont aujourd'hui à bout de souffle.
Le premier, bien qu'aveuglément adulé par les intellectuels jusque dans les années soixante-dix, n'a pas résisté aux découvertes des sciences humaines. En particulier, sa mise en œuvre en de nombreux points du monde a révélé qu'il ne débouchait que sur l'impéritie, le totalitarisme et le goulag.
Quant au libéralisme, l'intérêt qu'il a pu susciter, ravivé entre 1981 et 1983 par l'accession au pouvoir de la gauche socialo-communiste, est retombé. S'il est à l'origine du développement industriel de la seconde moitié du XIXe siècle, il n'en a pas moins montré ses limites dans les autres domaines de la vie en soumettant hommes et cultures aux lois du marché et au culte de l'individu déraciné.
Mortes les vieilles idéologies, mortes aussi les illusions de leurs adeptes. Pour tous ceux, intellectuels et politiques, qui ont cru passionnément en elles, le réveil est dur. L'inanité du débat politicien, le vide des idées, voilà la rançon du grand lessivage.

Les événements qui secouent aujourd'hui le bloc de l'Est surgissent à point pour accréditer une idée à laquelle certains tiennent beaucoup et que les media semblent avoir reçu pour mission d'enraciner dans les esprits : celle de la "fin du communisme". Pas un journal, écrit ou parlé, qui ne titre désormais sur ce thème. Que signifie encore l'économie marxiste, nous répète-t-on à chaque instant, là où il n'est plus question que de capacité d'investissement, de balance extérieure, de taux d'intérêt, de masse monétaire ? Que signifie encore l'humanisme marxiste quand une jeunesse toute entière déboulonne les statues des grands ancêtres et vilipende à la face du monde la dogmatique qui l'a formée ? Le communisme, en tant que système irréformable, était condamné à mort dès lors qu'il devenait inacceptable : ce moment est venu puisqu'il est rejeté de l'intérieur même de sa citadelle, l'Union soviétique, par des groupes qui, pour la première fois, deviennent expressément anti-communistes et le font bruyamment savoir.

Le communisme en crise

Que penser de ce "rejet" de l'idéologie communiste et de l'assimilation commune d'un tel "fait" à l'événement historique majeur du demi-siècle ? Il y a au moins erreur et plus probablement tromperie sur la nature du phénomène dont il s'agit en réalité. Car il y a longtemps qu'à l'exception des gens simples, personne ne croit plus au communisme ! En tant que mystique, en tant que foi, en tant que religion, cette idéologie a toujours si peu représenté que le désenchantement à son égard ne saurait être considéré sans ridicule comme une nouveauté extraordinaire.

L'événement véritable se situe évidemment ailleurs. Pour le découvrir, il faut se remémorer les principes de l'idéologie communiste selon laquelle une société industrielle devenue pure exprime simplement, dans un langage d'apparence scientifico-philosophique, les conditions de sa propre survie. Obsédée de production et de distribution égalitaire de biens industriels, donc essentiellement soucieuse d'éradiquer toutes les pratiques — morales, religieuses, artistiques, politiques, etc. — incompatibles avec la poursuite d'un tel objectif, cette société a trouvé dans le marxisme-léninisme le moyen de justifier ses instincts, de faire partager par l'humanité entière ses griefs personnels contre toute société organisée sur une autre base, c'est-à-dire contre toute société qui ne s'est pas ravalée à son propre niveau. L'attachement viscéral du communiste à des concepts qu'il ne comprend même pas ou auxquels, lorsqu'il les comprend, il ne croit pas plus que n'y croient les non-communistes, met bien à nu le sens profond de l'idéologie qui est de donner au matérialisme social moderne une expression quasi institutionnelle et de constituer en même temps un code de reconnaissance pour tous ceux qui y participent et lui sont vitalement attachés.

De Joliot-Curie à Aragon, de Gérard Philipe à Jean Lurçat, de Jean-Paul Le Chanois à Roger Vailland, d'Elsa Triolet à Jean-Louis Bory, de Gilles Martinet à Sartre, de Manceron à Bernard-Henri Lévy, de Camus à Leroy-Ladurie, ils furent des milliers d'intellectuels à vibrer pour le marxisme et pour son application politique, le communisme, qui coûta la vie à cent cinquante millions d'êtres humains.

Une télévision iconoclaste

De même pourtant que le "petit morceau de métal jaune" de Locke devait un jour bouleverser pour toujours le cours paisible de la vie primitive, de même aujourd'hui une certaine invention technologique vient perturber l'existence communiste et secouer le cocon idéologique dans lequel elle s'enrobait. La télévision, vite devenue incontrôlable, révèle en effet qu'on peut, dans l'ordre économique, parvenir hors de l'univers communiste à des résultats bien supérieurs à ceux que le communisme obtient lui-même, et ce avec des moyens beaucoup moins contraignants et bien moins douloureux que ceux qu'il utilise depuis des lustres. Comment l'exemple de l'Amérique ne donnerait-il pas à réfléchir même au plus obtus des camarades ? *« Voilà des gens qui produisent plus et mieux que nous, qui ne redistribuent certes pas encore les biens comme il le faudrait mais qui au moins s'y efforcent, et tout cela sans bureaucratie, sans Parti, sans nomenklatura, sans "patrie soviétique", pour ne pas parler du reste ! »*

Comment la crise n'éclaterait-elle pas au spectacle lancinant de la réalisation, ailleurs que dans la sphère communiste et par des voies entièrement différentes de celles préconisées par le dogme, des idéaux mêmes du communisme ? Car il ne faudrait pas oublier que l'objectif ultime du système est l'égalité dans l'abondance, l'intime liaison de l'une et de l'autre. La joie de voir que le voisin n'a rien quand la pénurie pèse sur tout le monde ne suffit plus à votre bonheur lorsque vous est offert l'insupportable spectacle quotidien de l'opulence des autres. L'envie vous vient alors de connaître aussi cette prospérité si le prix à payer pour l'obtenir (l'acceptation d'avoir à courir quelques risques) se révèle de surcroît assez modique.

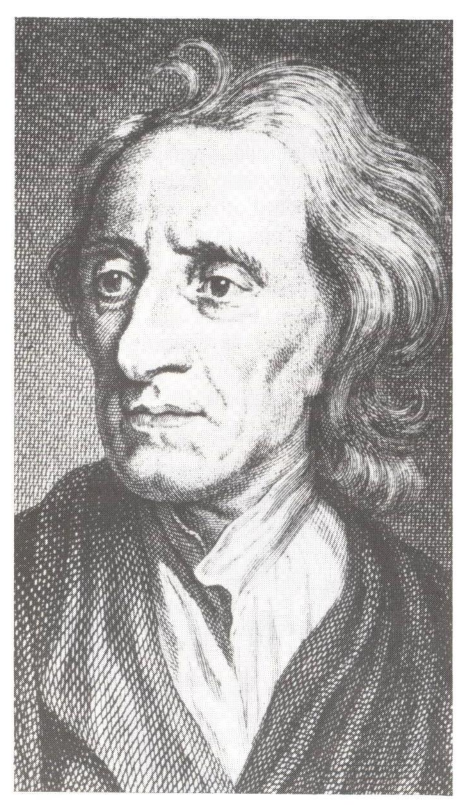


Karl Marx au look revu et corrigé par le Mouvement de la Jeunesse communiste en 1976. Dans les années soixante, Sartre voyait encore dans le marxisme la "philosophie indépassable de notre temps".

Le nouvel hédonisme

Le "rejet", à l'Est, de l'idéologie communiste, rejet qui nous impressionne tant, n'a d'autre origine que cette impatience irrésistible de pouvoir consommer davantage, d'accéder à des "libertés" dont on découvre rétrospectivement que le développement de l'économie n'impliquait nullement le sacrifice. Il y a quelque chose de fascinant à cet égard chez ces transfuges de l'Est, auxquels le "*ubi bene, ibi patria*" du vieux Pacuvius pourrait bien servir de devise. Dans leur mise, dans leur attitude, leur manière de s'exprimer, calquées sur ce que l'Occident a de plus vulgaire, c'est l'instinct grossier de l'économisme, la hâte brutale de jouir enfin de la vie qui transparaissent à l'évidence ! Il s'agit ici,

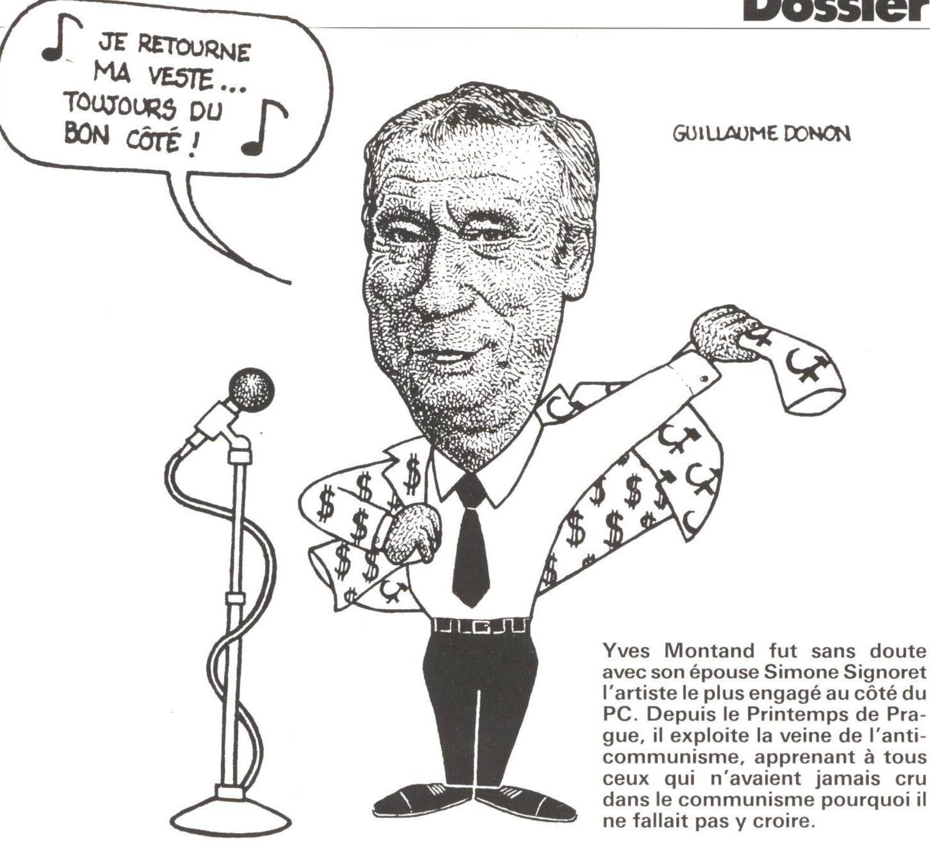
avant tout autre chose, de se libérer de la pauvreté, de la discipline, de la censure, de la police socialistes, d'aller goûter aux plaisirs d'en face, de prendre un aller simple pour le pays des riches. Les révoltes contemporaines contre le communisme (j'entends bien sûr celles dont on parle, celles en faveur desquelles on cherche à mobiliser les foules et qui mettent des trémolos dans la voix des politiciens et des hommes d'Église) ne sont pas, surtout pas, des révoltes de l'esprit. Elles procèdent en réalité pour l'essentiel — et c'est pour cette raison que l'on s'attache à nous les rendre si sympathiques — d'un prurit consommatoire analogue à celui qui nous dévore, lequel s'absout d'ailleurs lui-même en leur rendant hommage. Bref, l'anticommunisme contemporain n'est rien d'autre qu'une nouvelle expression historique de l'hédonisme moderne


John Locke (1632-1704), l'un des pères de la philosophie libérale. Selon Taine, il avançait dans sa pensée *« sans en voir les suites lointaines »*. Aujourd'hui, tout comme le marxisme, le libéralisme est en crise.

qui cherche encore et toujours à se satisfaire. La nouveauté de la situation tient simplement au fait que cet hédonisme, qui a toujours été présent au cœur du communisme (voir Marx lui-même), s'exprime aujourd'hui ouvertement à la faveur d'une osmose radio-télévisuelle qui lui en fournit pour la première fois l'occasion.

La mort douce du libéralisme

Ce qu'on appelle le déclin du marxisme trouve son symétrique dans l'affaiblissement, tout aussi remarquable, de l'idéologie



Yves Montand fut sans doute avec son épouse Simone Signoret l'artiste le plus engagé au côté du PC. Depuis le Printemps de Prague, il exploite la veine de l'anticommunisme, apprenant à tous ceux qui n'avaient jamais cru dans le communisme pourquoi il ne fallait pas y croire.

libérale. Contrairement aux espoirs de beaucoup de bonnes âmes et aux prévisions de jeunes économistes philosophes à l'optimisme solidement trempé, ce n'est pas parce que l'un s'abaisse que l'autre doit nécessairement se relever ! C'est bien plutôt l'inverse qui se produit, le déclin des deux idéologies présentant aujourd'hui un parallélisme frappant. Rien d'étonnant à cela : ce même hédonisme qui travaille le communisme mine aussi le monde libéral. Ils sont tous deux parasités par le même virus, leur crise est une seule et même crise.

Que le libéralisme soit désormais en perte de vitesse est une évidence que l'on constate même au plan électoral. Partout où les libéraux se présentent es qualités aux suffrages des électeurs, ils les font immanquablement fuir. La France ne cesse d'illustrer ce phénomène ; la Grande-Bretagne devrait, hélas, bientôt l'imiter, tandis qu'aux États-Unis, la braderie d'un "héritage reaganien" pourtant bien discret est en cours. On peut à la rigueur comprendre que les masses, conditionnées par les media de l'hyper-gauche, soient mises hors d'état d'apprécier les mérites du libéralisme. Mais le fait que les élites économiques ne veuillent plus de lui, que le patronat occidental lui-même en instruise aujourd'hui le procès, ne peut s'expliquer que par des raisons de fond, sur l'existence desquelles il serait vain de se voiler la face.

Plusieurs facteurs, dont la pression convergente devait un jour devenir irrésistible, sont à l'origine du rejet grandissant dont l'idéologie libérale fait l'objet dans le monde libre. Le plus connu, parfaitement analysé par Joseph A. Schumpeter, en est, à l'intérieur de nos sociétés, la désaffection manifeste des individus envers la propriété, à laquelle ils préfèrent de plus en plus les rémunérations salariales, assurances et créances diverses qui constituent désormais, il est vrai, le plus clair de leur avoir. Que m'importe au fond de ne rien posséder en propre si une entité nommée État (ou Entreprise) est là pour me fournir tout ce dont je peux avoir besoin ! N'est-il pas plus doux de se laisser vivre sous son ombre que d'avoir à lutter sans cesse pour s'assurer, par sa propriété personnelle, une protection que cette dernière ne garantit d'ailleurs jamais tout à fait ? En d'autres termes, quand se réalise la société de services généralisés impliquée par le développement du travail moderne, le libéralisme tend à annuler mécaniquement sa valeur de base et ainsi à s'annuler lui-même.

Un consumérisme niveleur

Cette contradiction intrinsèque du système, qui explique que le scepticisme à son égard grandisse avec sa puissance, est aisément décelable à un autre niveau. Ainsi, pour les grands classiques (Locke, Rousseau, Kant, Constant, etc.), ce qui fondait en dernière analyse le droit sacré de la propriété, c'était l'éminence de la liberté qu'elle servait à garantir : liberté d'un "homme moral", d'une personne avide de culture, de perfectionnement intime, et qui transcendait largement l'agent économique qu'elle était par ailleurs en tant que membre du système des échanges. Mais le jour où ce dernier, devenu tentaculaire, se met à absorber le plus clair des énergies individuelles et où les finalités culturelles et morales se dissolvent dans le consumérisme, les individus n'ont plus de raison, non plus, de rester attachés à une liberté qui n'a de sens qu'à travers ces finalités et qui ne leur est si chère que parce qu'ils recourent à elle pour les atteindre. Cette liberté tombe donc en désuétude dans l'indifférence

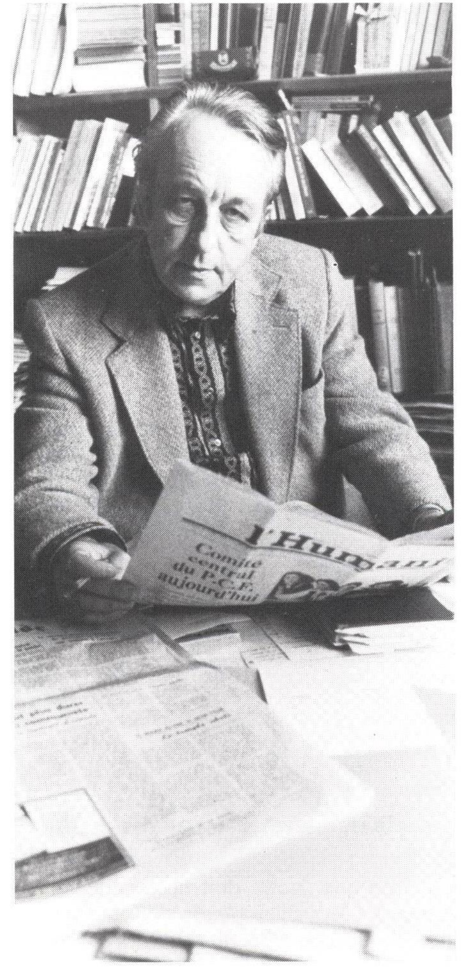
générale, et, avec elle, les droits qui lui étaient attachés. Et, bientôt, les individus, ayant oublié la signification de ces droits, ne sont même plus en mesure de se rendre compte qu'ils les ont perdus. Pour qui ne songe qu'à consommer, ce qui importe en premier lieu, c'est la proximité immédiate de la gare, de la banque et de la "grande surface", la vraie liberté consistant à pouvoir aisément s'y rendre. Pour l'individu soucieux avant tout que chacun puisse, comme on dit, "s'informer" et "s'exprimer", la liberté prendra le visage de l'écran toujours allumé et du micro toujours tendu. Mais ces conditions, n'importe quelle société les procure dès lors qu'elle est moderne : il n'est nul besoin du libéralisme pour les obtenir !

Ainsi le système se crucifie-t-il lui-même du simple fait de sa réussite matérielle, en produisant un univers essentiellement "facile" dans lequel les individus rejettent d'instinct tout ce qui pourrait ressembler à une discipline, à une exigence, à un effort. Plus le libéralisme produit par l'Occident leur apporte de satisfactions économiques et plus il leur devient odieux.

Le compromis social-démocrate

Un communisme qui, pour ne plus avoir à gérer la misère et pour se gorger lui aussi de coca-cola, crache sur son Parti et jusque sur son dogme ; un libéralisme qui s'émascule assez pour se mettre au service d'une "paix sociale" que les "défavorisés" de la consommation menacent sans cesse de rompre : cette situation porte un nom, symbolique en effet du compromis vers lequel semblent s'acheminer deux mondes naguère encore ennemis, mais que tout rapproche désormais mécaniquement. La social-démocratie — l'idéologie de ceux qui croient ne plus avoir d'idéologie parce qu'ils ne savent pas exactement ce qui les sépare de ceux qui ne pensent pas comme eux — est en train, semble-t-il, de tout submerger.

Les raisons du succès de la social-démocratie sont claires. Produire moins, et à un coût social final beaucoup plus élevé que ne le ferait un libéralisme qui serait revenu à son génie initial, n'est certes pas économiquement un bien. Mais redistribuer les fruits de la production d'une manière plus égalitaire que le libéralisme n'en sera jamais capable est en revanche, toujours du point de vue de l'économisme pur, une chose excellente ! Les deux systèmes se pondérant, on comprend fort bien que les hommes de nos sociétés plébiscitent massivement un compromis qu'ils croient en fin de compte avantageux pour eux et qui illustre parfaitement l'idée qu'ils se font de l'équilibre social. Le capitalisme, promesse de productivité, de dynamisme, de prospérité croissante, etc., perdure alors dans ses structures minimales. Mais, attention ! S'il exagère et fait mine de recréer "injustices" et "inégalités", on veillera à lui donner un coup sur le nez pour le rappeler à son vrai devoir, qui est de déployer son énergie et son talent au profit essentiel des majorités "démunies". N'est-ce pas là l'idéal ? N'est-elle pas merveilleuse, cette formule qui permet aux masses salariées de vivre aux crochets d'élites productives acceptant de travailler pour elles et qui, en même temps, tant qu'elles seront en poste, mettront la société à l'abri du collectivisme marxiste « *dont personne ne veut plus* » ? Comment s'étonner que, sous une forme ou sous une autre, le social-démocratisme rallie les suffrages ? Qui rejetterait un système qui promet aux individus le maximum de parité dans le maximum de jouissances ?



Louis Althusser, professeur de philosophie à l'École normale supérieure. Communiste, il s'efforcera de réactualiser la doctrine marxiste en empruntant à Bachelard, Lacan, Lévy-Strauss. Préfiguration symbolique de l'effondrement du mythe ? Althusser sombrera dans la schizophrénie avant d'étrangler sa femme.

Mais dire cela, c'est dénoncer du même coup la vanité du propos de ceux qui assimilent la social-démocratie à une "troisième voie" qui transcenderait les deux autres et serait susceptible de résoudre de manière originale les problèmes laissés en suspens par celles-ci. Car, avec la social-démocratie, on assiste, non pas aux retrouvailles avec soi-même d'un "humanisme" (chrétien ?) dont l'héritage aurait été foulé aux pieds à l'Ouest comme à l'Est, mais à une simple tentative de rééquilibrage interne d'une société entièrement polarisée par les "valeurs" de l'économisme. On ne voit pas que, là où elle s'installe, la social-démocratie remette particulièrement à l'honneur la religion ou même la simple morale ; c'est bien plutôt le contraire que l'on observe.

Dès lors cependant que cette idéologie molle se refuse à ramener l'homme à lui-même (fût-ce aux valeurs élémentaires qui définissent la citoyenneté), elle se condamne, politiquement et socialement, à la glissade, au dérapage continu dans le sens de la facilité, du laxisme, de l'abandon. La prétendue synthèse, prônée par ses thuriféraires, entre le meilleur de l'acquis libéral et le meilleur de l'acquis socialiste, n'est en réalité qu'un compromis bancal : il penche à gauche. Tout le confirme : la fausse objectivité des "arbitres" et autres "médiateurs" qui se prononcent toujours, au sein du système, pour les "défavorisés" de service ; la fausse neutralité du langage juridique, administratif ou gestionnaire, qui cherche en vain à faire oublier les préjugés systématiques dont sont nourris ceux qui élaborent dans la coulisse principes et normes ; le caractère purement marxiste enfin des concepts, des mots d'ordre, des slogans qui ne tardent pas à réapparaître quand les "acquis sociaux" semblent menacés. Les leaders ont beau porter cravate et adopter des comportements pommadés, l'esprit qui les anime est parfaitement clair : le libéralisme ne sera jamais plus rien d'autre pour eux que l'aromate qui empêche le socialisme de corrompre. ■



Pour Guy Sorman, journaliste au *Figaro Magazine* et VRP du libéralisme finissant, la France, « *simple allégorie, contrat social ou choix personnel* », doit ouvrir ses frontières aux immigrés, pourvu que les règles soient claires. C'est lui aussi qui a proposé en septembre dernier qu'on autorise la vente libre des stupéfiants. La doctrine de Locke et d'Adam Smith est à bout de course !

La mue socialiste

par Grégoire Legrand



Il n'y a pas si longtemps encore, le Parti socialiste célébrait le front de classe et la rupture avec le capitalisme. Aujourd'hui, il vante les lois du marché et glorifie Bernard Tapie. De ce virage à quatre-vingt-dix degrés, certains à droite, parce qu'ils limitent leur analyse au domaine de l'économie, en ont conclu que les socialistes n'étaient plus des adversaires. Philosophiquement, pourtant, le Parti socialiste n'a pas changé. Il s'est contenté de troquer le vieux discours marxiste sur les droits des travailleurs, devenu obsolète, contre le message moralisateur des droits de l'homme, lequel a substitué à l'iniquité des rapports économiques opposant exploités et exploiteurs l'immoralité des rapports humains fondés sur l'exclusion de l'autre quel qu'il soit, étranger ou français, délinquant ou islamiste.
D'essence totalitaire et cosmopolite, cette idéologie a encore aggravé l'égalitarisme propre à la gauche, car ce n'est plus seulement le nivellement hiérarchique des conditions matérielles qu'il programme, mais celui des différences culturelles et donc la mort des peuples.

L'arrivée de Laurent Fabius à Matignon en 1984 a traduit dans les faits le passage du socialisme anticapitaliste et défenseur des droits des travailleurs au socialisme affairiste et défenseur des droits de l'homme. Qui, mieux que cet énarque polissé et fils à papa, pouvait réussir ce lifting du PS qui permit à la morale de faire bon ménage avec le profit ?

Monsieur Mitterrand aura placé l'année du Bicentenaire sous le double signe des droits de l'homme et du cosmopolitisme. La rencontre n'est pas fortuite.

Le cosmopolitisme fut l'apanage du Bicentenaire médiatique, celui que l'on offrait à la foule et qui s'est ouvert dans la nuit du 14-Juillet par le défilé de Jean-Paul Goude.

Des danseuses maghrébines y descendaient les Champs-Élysées en tenant dans leurs bras des enfants "pavoisés" aux couleurs des dix pays de la Communauté européenne. Des batteurs africains célébraient, du haut d'un char de carnaval, leur triomphe sur le colonialisme, les "colons" défilant à pied, derrière eux, torche en main, comme autant de captifs enchaînés au char de leurs vainqueurs. Les musiciens noirs américains fraternisaient avec les musiciens noirs français. Les blancs occupaient les tribunes, et applaudissaient.

La fête s'est achevée six semaines plus tard, sur le parvis de La Défense. En présence de dix mille jeunes venus du monde entier à l'initiative de l'association AD 89 pour une semaine de congrès sur l'avenir des libertés, M. Mitterrand y présidait la cérémonie d'inauguration de la Fondation de l'Arche de la fraternité.

« *Les communistes chiliens souriaient aux catholiques royalistes*, raconte *le Monde. Les Polonais et les Libanais faisaient cause commune pour la libération de Mandela. Il y avait une banderole chinoise. Des Canadiens et des Espagnols. Des noirs et des jaunes, des blancs. Des juifs et des arabes. Des militants du Kurdistan. Des Hongrois libres, des Tchèques, des Soviétiques.* »

Au menu de la soirée : l'enregistrement d'un sermon de Martin Luther King et quatre cents prestigieux artistes, dont Mme Barbara Hendricks, « *qui chanta ce que chantent les noirs outre-Atlantique* », la chorale sénégalaise de Julien Jounga, les chanteurs Youssou N'dour et Mory Kanté.

Le succès fut tel (trente mille personnes, presque autant qu'au rassemblement contre-révolutionnaire du 15 août) que la police dut intervenir pour disperser le public à coups de matraque (*le Monde* précise que les victimes de la brutalité policière furent ensuite "réconfortées"...).

Mitterrand chantre de la société plurielle

Mais le Bicentenaire n'est pas seulement une fête, c'est une célébration, comme disent les curés modernistes. L'incantation des droits de l'homme fut le leitmotiv du

bicentenaire politique, celui qu'on léguait à l'histoire.

Le 20 juin, M. Mitterrand est à Versailles, pour le deux-centième anniversaire du serment du Jeu de paume. Devant un parterre de commentateurs éblouis, il brosse une fresque historique qui fait de la Déclaration des droits de l'homme le point culminant de l'aventure révolutionnaire.

Trois jours plus tard, il préside à Paris la réunion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (née des accords d'Helsinki). Il y prononce un discours exaltant le devoir d'ingérence lorsque les droits de l'homme sont en danger.

Le 14 juillet, il accorde à *l'Express*, sur le thème de la liberté, un entretien-fleuve qui sera publié dans toutes les langues de la Communauté.

Le 16, il obtient de ses pairs que les droits de l'homme soient le premier thème de la déclaration finale du sommet des sept "grands".

Dix jours plus tôt, il inaugurait en Sorbonne un colloque mondial d'historiens sur l'"image de la Révolution". Avec un discours sur la Déclaration des droits. Le 26 août, celle-ci a enfin deux cents ans. C'est la date que M. Mitterrand choisit pour son grand show de clôture, à La Défense.

Référence commode qui permet d'occulter le caractère sanglant des émeutes révolutionnaires, les massacres de Septembre, la Terreur ou le populicide vendéen ? Sans doute. Mais, dans la bouche du président de la République, l'invocation de la Déclaration de 1789 n'est pas un simple rite. Et son association à des cérémonies multiraciales et multiculturelles n'a rien d'accidentel.

Ce n'est pas en effet, comme tant de libéraux, par faiblesse ou par résignation, par consentement fataliste à un sens de l'histoire qui s'inscrirait dans les courbes de la démographie, que M. Mitterrand consent à l'ouverture des frontières, à la transformation du paysage humain, religieux, culturel de la France, à la dissolution de notre identité nationale et chrétienne : c'est parce qu'elles correspondent à l'un de ses plus constants desseins.

Symboles : les deux temps forts par lesquels le candidat président avait choisi, l'an dernier, de marquer sa courte campagne. Le premier était la visite d'une école, à Paris, où étaient représentées, parmi les enfants, seize nationalités différentes. Le métier de président de la République, leur confiait-il, c'est de défendre son pays contre le racisme. En dénonçant les injustices qui frappent les immigrés.

Le second était le meeting organisé, le même jour, au Zénith, par M. Jack Lang. Il réunissait l'"élite" du show-business autour d'un slogan : « *Tonton, ne nous quitte pas* ». Sur la scène, Mory Kanté, Touré Kounda et Manu Dibango, venus jouer « *du tam-tam pour Tonton* ». Sur l'écran, le manifeste de M. Mitterrand : « *Nous Français, nous sommes un peu gaulois, un peu romains, un peu juifs, un peu portugais, un peu polonais et je me demande même si nous ne sommes pas déjà un peu arabes.* »

La nébuleuse "antiraciste"

En 1981, l'octroi du droit de vote aux étrangers résidant en France figurait déjà parmi les 110 Propositions de M. Mitterrand. Et l'un de ses premiers gestes après son élection avait été de régulariser la situation de 130 000 clandestins. Ce n'est que trois ans plus tard, cependant, que ce dossier est devenu pour lui un cheval de bataille.

En 1984, la gauche est triplement atteinte.

Par son échec économique, qui est désormais patent et ridiculise sa prétention à "changer la vie" en nationalisant les compagnies d'assurances.

Par ses échecs électoraux qui, passée la surprise de mai-juin 1981, se sont succédé, d'élection en élection, jusqu'au scrutin européen, où le parti du président a touché la barre des 20%.

Par la faillite idéologique, surtout, sur laquelle s'achève la querelle scolaire. Forcée de reculer devant la résistance du pays réel sur l'un de ses terrains de prédilection, l'école, la gauche vient de montrer qu'elle n'est pas seulement incompétente mais liberticide.

Le bilan est accablant.

Après l'avatar du "référendum sur le référendum", on croit M. Mitterrand décidé à ne plus riposter que sur le terrain de la gestion, en prouvant, à travers la personne du « *jeune premier ministre dont il*

Léon Blum, avec Salengro, Violette et Cachin, à l'époque du Front populaire. Les socialistes étaient déjà alliés aux communistes et se recommandaient sans ambiguïté du marxisme.



fait don à la France » (plus prudent en cela que le maréchal Pétain), que le PS s'est converti à la culture de l'entreprise.

On se trompe : le chef de l'État se dispose en réalité à transporter le débat politique sur un autre terrain, celui de l'immigration.

A première vue, le choix peut paraître étonnant. Tous les indicateurs convergent pour établir qu'en la matière, l'immense majorité des Français est sur la même longueur d'ondes que la droite nationale. En 1983, c'est en défendant l'identité nationale que l'opposition a remporté les élections municipales ; en 1984, c'est sur le même thème que le Front national a réussi sa percée et son installation dans le paysage politique.

Mais il n'y a pas que l'opinion. Il y a les media, qu'il faut mobiliser pour une grande cause ; les intellectuels, dont Max Gallo n'a pu briser l'épais silence ; enfin les militants, qui attendent de la gauche autre chose que les prêches gentillets qu'avec un zèle touchant (et cent cinquante mots de vocabulaire) M. Laurent Fabius multiplie à la télévision. Il y a surtout la nébuleuse "antiraciste", le conglomérat d'associations juives, maçonniques ou chrétiennes, souvent au cœur d'importants intérêts économiques, qui vit, depuis cent ans, le maintien de l'idée nationale, de la France française, comme une menace pour les minorités et les lobbies. Pour tous ceux-là, l'avènement de la société multiculturelle peut devenir une "nouvelle frontière", un remake du combat pour la laïcité et l'internationalisme prolétarien.

Reste l'opposition, et le peuple français, d'accord pour refuser l'invasion.

La pote-philosophie

C'est ici qu'interviennent les droits de l'homme. Comme un gaz incapacitant. Ils vont permettre à M. Mitterrand de neutraliser ses adversaires, par l'assimilation de toute préférence nationale à une discrimination raciale, de toute préoccupation identitaire à une volonté eugénique héritée du national-socialisme. Parce que ces notions sont contraires à la Liberté et à l'Égalité érigées en dogmes intangibles par la Déclaration des droits.

En novembre 1984, naît SOS-Racisme. C'est le début d'un grand mouvement "culturel" (en tout cas financé par le ministère de la Culture) qui va déboucher, sous la houlette de M. Jack Lang, sur l'émergence d'une nouvelle vulgate médiatique. Son corps de doctrine tient en quelques mots : fille aînée de la Liberté politique, la patrie des droits de l'homme est aujourd'hui menacée par la montée de l'intolérance, le refus de la différence ethnique, sexuelle, religieuse, en un mot, l'exclusion.

Artistes, intellectuels, responsables d'associations humanitaires, dignitaires de l'Église ou des loges, entrent tour à tour dans la danse. Pour fustiger comme une résurgence du racisme toute volonté de maîtriser le flux migratoire. C'est la pote-philosophie. La refuser vaut anathème, excommunication, campagnes de presse, poursuites judiciaires, appel au meurtre.

De Saint-Germain-des-Prés, elle gagne les studios de télévision, et bientôt toute la France. Les manifestations, silencieuses ou bruyantes, brutales ou pacifiques contre les attentats racistes — qui, curieusement, se multiplient soudain — parcourent les artères des grandes villes, envahissent les préaux des écoles, les bâtiments publics, tandis qu'en signe de résistance, les maires socialistes font hurler leurs sirènes.



F. Mitterrand en compagnie de G. Marchais, au moment de l'Union de la gauche. Socialistes et communistes étaient encore réunis autour de l'idéologie marxiste. Aujourd'hui, les socialistes ont laissé tomber les travailleurs pour ne plus se recommander que des droits de l'homme, et plus précisément de ceux des immigrés.

Dans cette atmosphère, le dossier de l'immigration change de nature. De problème à régler dans le souci du bien commun, il devient le révélateur d'un clivage entre ceux qui partagent le souci des droits de l'homme et ceux qui rêvent de plonger la France dans la barbarie. M. Mitterrand a dès lors les coudées franches. Il peut se prononcer, le 20 avril 1985 (à la faveur du congrès de la Ligue des droits de l'homme, le choix n'est pas innocent), pour le droit de vote des immigrés. Mieux encore, il peut proclamer, six mois plus tard, au cours de son ultime conférence de presse de la législature : « *Les immigrés sont ici chez eux* ! ».

Tétanisés, les libéraux du RPR et de l'UDF n'osent plus protester. Leurs programmes pour les élections législatives s'effilochent. MM. Jacques Toubon et Dominique Baudis s'affichent avec la main de Fatma de SOS-Racisme. M. Chirac félicite Harlem Désir « *pour son beau travail* ». La plate-forme RPR-UDF exclut toute alliance "contre nature" avec le Front national.

Parvenus au pouvoir, en 1986, les politiciens de la droite "classique" n'oseront pas secouer le joug. Un projet de loi restreignant les conditions d'accueil des réfugiés politiques est retiré dès le mois de juillet. La réforme du code de la nationalité subit le même sort l'année suivante.

Chaque fois que la société multiculturelle paraît en danger, M. Mitterrand monte au créneau. Contre la loi Pasqua sur le séjour des étrangers. Contre la réforme du code de la nationalité (« *un projet qui s'inspire d'une philosophie que je ne partage pas* », dit-il). Et, selon un scénario éprouvé, le sésame de l'Élysée ouvre chaque fois la voie à la mobilisation des media, des intellectuels et des "autorités morales" (le nouveau visage des quatre États confédérés de Maurras) contre les textes du gouvernement. Malgré le mandat donné par le peuple, et au nom des droits de l'homme.

« *Les droits de l'homme ne se divisent pas, ils sont les droits de tous les hommes, ou ils ne sont pas* », lit-on dans une pétition publiée par *le Monde*. « *Nous refusons que l'on prive une partie des hommes et des femmes des droits qui sont communs à tous les hommes et à toutes les femmes* », proclame une autre.

Quels droits ? Celui de vivre en France, d'y jouir des facilités de l'État-providence, d'y acquérir sans contrainte notre nationalité, d'y voter. Des droits désormais revendiqués comme le patrimoine commun de toute l'humanité.

Le mécanisme a encore joué cette année. Devant les réticences de M. Rocard, le chef de l'État a lui-même donné de la voix, le 31 décembre dernier, lors de ses vœux télévisés, pour exiger la prompte abrogation de la loi Pasqua sur le séjour des immigrés. En juin, il a précisé : « *Nous devons traiter les personnes dont nous acceptons la présence comme on doit le faire quand on est le pays de la Déclaration des droits de l'homme.* »

Détournement scandaleux du texte fondateur de la démocratie française ? C'est la thèse qu'a défendue, en octobre 1987, lors de l'un de ses colloques, le Club de l'Horloge. Thèse paradoxale.

Le cœur de son argumentation : la Déclaration de 1789 est une déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Elle attribue la souveraineté au peuple français (art. 3), réserve aux citoyens le droit de concourir à l'élaboration des lois (art. 6) et celui de contrôler l'utilisation des deniers publics (art. 13). Elle ne saurait donc être invoquée contre les discriminations juridiques que chaque État est amené à établir entre ses nationaux et les étrangers.

Droits de l'homme contre droits des gens

C'est analyser la Déclaration des droits de l'homme comme un simple texte de loi. Or elle est bien plus que cela. On y trouve certes des dispositions concrètes : la légalité des délits et des peines (art. 8), la présomption d'innocence (art. 9), l'égalité devant l'impôt (art. 13). Celles-là même qu'avait avalisées le roi, deux mois plus tôt, lors de la tentative de révolution royale que constitua le lit de justice du 23 juin 1789[1].

L'essentiel est ailleurs. Il est dans ce qui fait de la Déclaration, selon Michelet, le "credo du nouvel âge", le texte fondateur d'une religion nouvelle. « *Religion imparfaite*, écrit Tocqueville, *sans Dieu, sans culte et sans autre vie, mais qui, comme l'islamisme, a inondé toute la terre de ses soldats, de ses apôtres, de ses martyrs*[2]. »

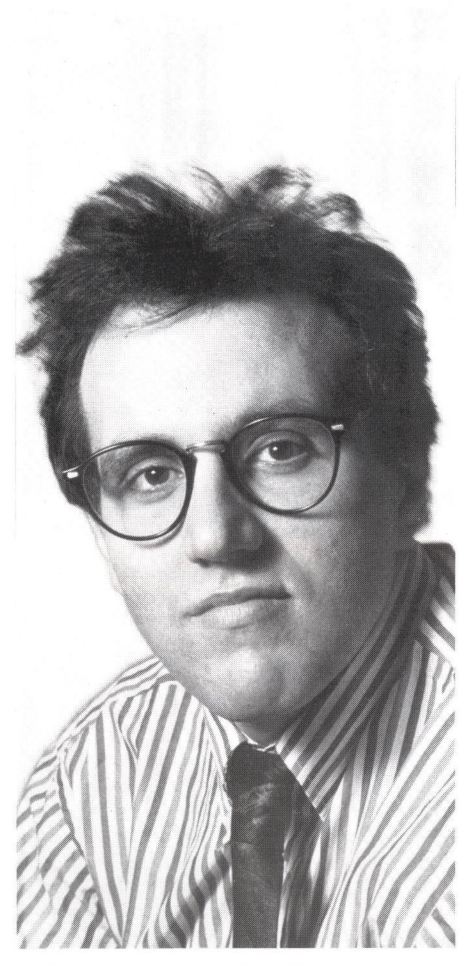
Il est dans ce qui a justifié qu'à l'époque révolutionnaire, la Déclaration soit gravée sur deux tables pour manifester l'ambition de la substituer au Décalogue ; que même on la promène en procession lors des fêtes civiques, qu'on la dépose aux "archives de l'humanité". Et cet essentiel est la consécration politique de l'individualisme hérité de la philosophie des Lumières.

Ni l'antiquité grecque et romaine ni la chrétienté n'avaient attendu la Déclaration des droits pour reconnaître à l'homme (« *vivante image de Dieu* », écrit déjà Cicéron) une dignité éminente fondant le "droit des gens" : l'obligation de traiter tout homme avec justice, fût-il étranger ou esclave. En 1789, ce qui change, c'est que l'individu devient l'objet d'un culte, qui le place au-dessus du corps social lui-même. A l'horizon : "ni Dieu ni maître".

Cette religion a sa théologie, entièrement ordonnée autour de l'idée de contrat social ; son mythe fondateur, celui de l'état de nature. Contre toute la tradition gréco-chrétienne qui, depuis Aristote, proclamait que l'État était un fait de nature, une création spontanée et nécessaire, liée à l'essence même de l'homme, animal politique, incapable de vivre seul[3], la Déclaration des droits postule ainsi que la société a été fondée par contrat passé entre des hommes nés libres et égaux (art. 1er), sans patrie, sans famille, sans appartenance. Contrat conclu dans le but exclusif d'assurer la « *conservation de leurs droits naturels et imprescriptibles* » (art. 2).

Les droits de l'homme (liberté, propriété, sûreté, résistance à l'oppression) ne sont donc pas déduits, comme le droit des gens dans la morale antique ou la pensée chrétienne, des devoirs qu'impose une autorité transcendante (« *tu ne voleras point* » fondant le droit de propriété, « *tu ne tueras point* » la sûreté, etc.) ou des avantages que procure, en toute justice et équité, l'appartenance à la Cité : ils dérivent de la nature même d'un Homme libéré de tout devoir à l'égard de son Créateur : ils sont antérieurs et supérieurs à ceux de la Cité...

La religion du nouvel âge a aussi sa morale : le respect de la liberté définie sans nulle référence à un ordre naturel, comme le pouvoir de faire « *tout ce qui ne nuit pas à autrui* » (art. 4) ; la revendication, en vertu de l'égalité de nature de tous les hommes, de leur égalité juridique.



Julien Dray, député PS de l'Essonne. Figure symbolique de la nouvelle idéologie socialiste. Ancien trotskyste, membre de SOS-Racisme, il fut l'un des meneurs de la révolte estudiantine de décembre 1986 qui fit capoter toute velléité de réforme du code de la nationalité.

Dès lors, en dépit de l'exaltation apparente de la Nation (entendue comme le peuple, par opposition au roi, non comme la patrie, par opposition à l'étranger), le dispositif philosophique de dissolution de l'identité nationale est en place.

Si, en effet, « *les hommes naissent libres et égaux en droit* », comment les résidents étrangers, qui contribuent par leurs impôts à l'entretien de l'administration et de la force publique, pourraient-ils faire l'objet d'une discrimination qui accorde aux nationaux sa préférence ?

Si la France n'est qu'une association contractuelle fondée par des individus que ne lie aucun lien familial, religieux ou culturel, au nom de quels principes s'opposerait-on à ce que tous ceux qui en expriment le désir puissent obtenir la nationalité française ? C'est cette évidence qui a fait basculer, gauche et droite libérale confondues, la commission des sages réunie en 1988 pour débattre de la réforme du code de la nationalité.

Si enfin le but même de toute société n'est pas la poursuite du bien commun (« *le bonheur et la vertu* », dit Aristote), mais la préservation des droits que chacun tient de sa nature même, comment pourrait-on refuser à d'autres hommes, venus de tous les horizons en quête de liberté, d'égalité et de fraternité, le droit de s'y amalgamer ?

Ainsi, ni la préférence nationale, ni la maîtrise de la nationalité, ni le contrôle des frontières ne sont conformes à l'esprit de la Déclaration des droits de l'homme puisque l'identité nationale ne peut être défendue qu'au nom d'un bien commun prévalant sur les libertés individuelles.

Le grand tournant

M. Mitterrand le sait. Le 20 juin, dans son discours de Versailles, il a martelé : la Déclaration des droits de l'homme exprime une parole lourde de l'humiliation de générations pour lesquelles l'injustice « *du père au fils passait avec le sang* ». A qui cela s'adresse-t-il aujourd'hui, si ce n'est à ceux qui ont eu le malheur de ne pas naître français ?

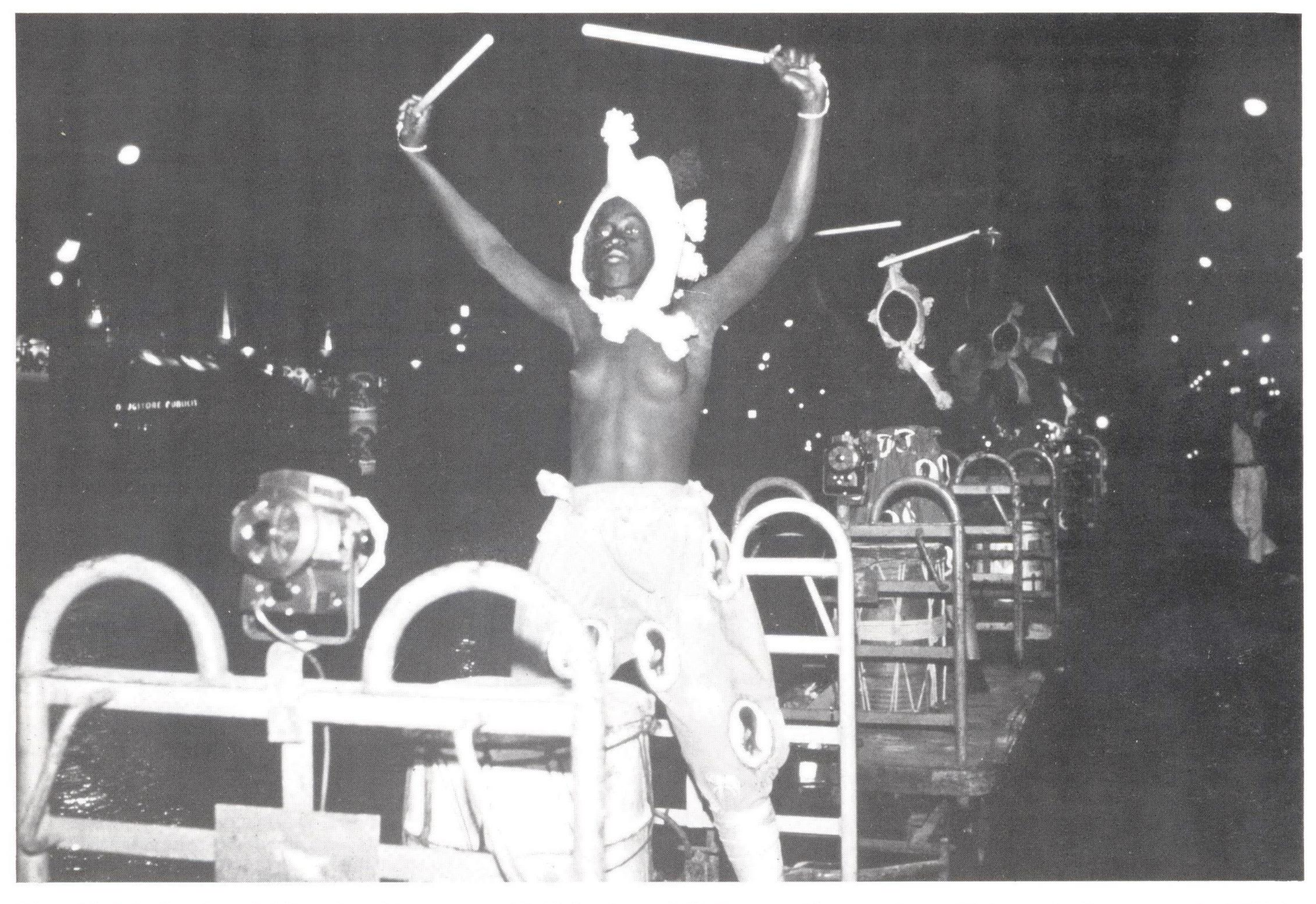
Deux semaines plus tard, à la Sorbonne, il ajoutait : les acteurs du début de la Révolution, dès la Déclaration des droits de l'homme, avaient conscience de la portée universelle de leurs proclamations. Carnot y voyait « *ce grand magasin d'accessoires où les peuples qui veulent recouvrer leurs droits viendront se pourvoir en moyens d'exterminer les tyrans* ». Ce pronostic s'est vérifié depuis, y compris contre les prétentions dominatrices de l'Occident, et notamment en Algérie.

Le 26 août enfin, il répétait : les hommes de 89 ont choisi de parler « *pour tous les hommes, pour tous les temps et pour tous les pays* ».

En trois discours, tout est dit : le refus de l'hérédité comme une injustice, la priorité des droits de l'homme sur l'intérêt national français, la dimension internationaliste de la revendication mise en forme par la Déclaration.

Le venin n'a, semble-t-il, pas produit instantanément ses effets. Il n'a pas empêché la République de coloniser, ni le Front populaire d'instaurer une priorité d'embauche en faveur des Français. Il est vrai que l'invocation des droits de l'homme contre la Nation est d'invention récente.

C'est que la religion nouvelle est restée longtemps dans les nuées, qu'il lui a fallu



L'appel à J.-P. Goude, spécialiste du métissage en publicité, la place privilégiée accordée aux noirs au détriment des blancs dans le défilé du Bicentenaire de la Révolution sont plus que symboliques. Il s'agissait de fêter le mélange des races et des cultures, prélude à l'instauration de la nouvelle France programmée par l'idéologie des droits de l'homme.

C'est que la religion nouvelle est restée longtemps dans les nuées, qu'il lui a fallu compter, d'abord, avec la résistance des forces vives du corps social. Son incarnation véritable dans la vie politique française date de l'affaire Dreyfus, avec le grand affrontement public de la raison d'État et du droit de l'individu, de la défaite éclatante du parti national devant le parti de la "Justice". C'est le tournant où tout se joue. Après l'"Affaire", la Cité, ses institutions — l'armée, les tribunaux, l'Église — passent du rang de puissances tutélaires à celui de structures oppressives. Et la vulgate des droits de l'homme s'impose comme une exigence morale absolue. Rien ne manque d'ailleurs au parallélisme avec la révélation divine : après les Tables de la loi, la passion du juste, sa mise au tombeau (l'île du Diable), sa résurrection (le procès en révision) et la fondation de l'Église (la Ligue des droits de l'homme), son expansion irrésistible, de concile en concile, ses schismes, ses chapelles (la Licra n'est pas le Mrap) et l'approfondissement de sa théologie par la découverte progressive des richesses de l'Écriture.

Transposée dans l'ordre juridique international, la religion des droits de l'homme a puissamment servi la décolonisation, par le truchement du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Appliquée à la vie sociale, elle a sapé les bases traditionnelles de la famille : si la liberté est la fin de la société, rien ne justifiait les limites apportées au divorce, à la contraception, à l'avortement, aux manipulations génétiques, à la pornographie, à l'union libre, rien ne justifiera demain le refus du mariage homosexuel.

Placée au sommet de la vie de la Cité, elle a ruiné peu à peu l'autorité de toutes les institutions qui n'émanent pas du suffrage : celle du maître sur ses élèves, du curé sur ses ouailles, de l'officier sur ses soldats, du juge sur le voyou.

Si elle est ouvertement invoquée aujourd'hui contre l'État-Nation, c'est qu'il est désormais le dernier cercle, la dernière institution vivante, la dernière communauté naturelle héritée de l'histoire qui maintienne encore un certain enracinement de l'individu.

Mais tous les principes du combat de l'anti-France étaient dès l'origine inscrits dans la Déclaration de 1789, comme ceux du national-socialisme l'étaient dans *Mein Kampf*.

L'aboutissement, c'est celui que décrivent dans leur manifeste les jeunes d'AD 89 invités par M. Mitterrand le 26 août à La Défense : une nouvelle déclaration des droits de l'homme en vue d'une "fédération mondiale des États démocratiques" qui fasse disparaître les "structures oppressives de l'État". Ses principaux articles :

— « *Chaque homme est citoyen du monde. La souveraineté nationale ne peut être invoquée à l'appui d'une quelconque violation des droits de l'homme.* »

— « *Les individus déterminent librement leurs structures d'appartenance. Ils disposent pour cela de la liberté d'aller et venir* »[4].

Naïveté sans conséquence ? Confident du chef de l'État, M. Jean Daniel notait le 21 septembre dans *le Nouvel Observateur* : « *La France est devenue dans les faits, malgré elle, multiraciale et multicommunautaire (...). Le monde dans son ensemble se dirige comme inéluctablement vers la démocratie et le cosmopolitisme.* »

M. Fabius peut croire, ou laisser croire, que la gauche n'a plus de grand dessein. M. Mitterrand poursuit le sien. ■

1. Le texte en est intégralement reproduit dans le recueil de Stéphane Rials, *la Déclaration des droits de l'homme*, Hachette, coll. Pluriel, p. 568.
2. Tocqueville, *l'Ancien Régime et la Révolution*, Laffont, Bouquins, p. 960.
3. Aristote, *Politique*, Vrin, p. 27.
4. *AD 89, "Manifeste pour une nouvelle Déclaration"*, La Découverte, p. 69.

La résurgence des identités

par Pierre de Meuse



On croyait les identités éteintes en URSS sous le poids du totalitarisme niveleur. Pourtant les peuples y renaissent avec une vigueur étonnante : Arméniens, Géorgiens, Abkhazes, Ukrainiens, Moldaves revendiquent leur autonomie. Ici, les Baltes forment une chaîne humaine de 560 km, réunissant plus d'un millier de personnes pour l'anniversaire du pacte germano-soviétique qui permit à Staline d'annexer leur pays.

Depuis l'avènement de la philosophie des Lumières, les identités n'ont cessé d'être combattues au nom de principes généraux et d'une vision abstraite et constructiviste de la société. Le libéralisme en donnant la première place à l'individu anonyme et en le réduisant à sa seule dimension économique, le communisme en écrasant les peuples sous le poids de la dictature du prolétariat, le jacobinisme en arasant les cultures locales, ont tous les trois contribué à éradiquer les particularismes : l'expansion coloniale elle-même ne fut-elle pas souvent menée au nom de la supériorité des valeurs universelles de la République ?
Mais, par chance, cette immense entreprise de nivellement se heurte à la résistance des faits, tout simplement parce que l'homme n'est pleinement lui-même qu'enraciné dans un écheveau multiple d'identités. Le réveil des nationalités dans les pays du tiers monde, et plus récemment dans les pays du bloc communiste, en fournit la preuve. Étant du domaine de l'acquis, l'identité n'a pas lieu d'être pensée. Cependant, face à l'idéologie des droits de l'homme, il convient de reprendre et d'adapter le travail de ceux qui, dans le passé, se sont penchés sur l'identité française et européenne.

Qu'est-ce que la France ? Une collection d'individus ? Un territoire ? Non pas, mais un ensemble d'idées. La France, c'est l'ensemble des notions que tous les penseurs ont élaborées et qui composent la tradition de notre parti [1]. »

Ces paroles que Maurice Barrès prête à l'un de ses personnages rendent un son étrangement actuel dans la France d'aujourd'hui. Ce n'est pas en effet d'une manière très différente que s'exprimeraient de nos jours bien des hommes de la classe politique. Faut-il en déduire que depuis 1880, et bien avant l'invasion pacifique de notre pays, le débat sur l'identité oppose les mêmes aux mêmes, dans un duel où le vainqueur n'est jamais rassasié de sa victoire, ni le vaincu définitivement terrassé ?

Il y aura pourtant un gagnant dans cette guerre idéologique commencée il y a si longtemps. D'un côté, les tenants d'une conception abstraite et universaliste de l'homme, qui nous invitent à acquérir l'identité d'un humain, unifié au nom d'une morale peu exigeante mais omniprésente. De l'autre, ceux qui revendiquent le droit à un chemin à part pour leur communauté et la légitimité des différences.

Certes, de nombreux penseurs ont tenté au cours des siècles de concilier les thèses opposées par la hiérarchisation et la subsidiarité, mais ce stade est dépassé : c'est à

chaque instant de la vie qu'il nous est demandé de renoncer à une partie de nous-mêmes afin d'être plus "humains" ; et ce n'est pas le propre de la France. Oubli du passé, abaissement de la langue, confiscation de l'espace, régime de la pacotille, de plus en plus éphémère : tous les peuples du monde sont priés d'abdiquer leur identité. Quant à l'humain, il n'est toujours pas au rendez-vous.

Dans ce débat où nous ne sommes pas neutres, il faut rappeler que l'identité est d'abord reçue, qu'elle est le produit de l'inné et de la tradition.

L'individu n'est rien, les groupes sont tout

Une société traditionnelle ne se fixe pas pour but de changer, non qu'elle ne connaisse pas de changements, au contraire. Mais les modifications qu'elle subit ne font l'objet ni d'une définition ni d'une téléologie. Il en fut ainsi du monde antique jusqu'au IIe siècle et du Moyen Age jusqu'à la Réforme, pour se limiter à l'Europe.

Dans une telle société, il n'y a pas de délibération sur l'identité : seuls les fous se demandent qui ils sont. Il ne serait pas venu à l'idée de Du Guesclin de se demander si, Breton, il devait parler breton ou français ! De même, les solidarités les plus importantes ne reçoivent pas de nom. C'est seulement au XVIe siècle que l'on commence à désigner la France du nom de nation, soit quatre siècles après Bouvines. D'ailleurs, les ethnologues le savent bien, lorsqu'une communauté, une institution commencent à entrer dans une catégorie rationnelle, c'est le plus souvent le signe que cette réalité a déjà perdu de son épaisseur et qu'elle est obligée de faire appel à la raison pour se justifier. La tradition ne se pense pas, elle se vit.

L'identité issue de la tradition est holiste : elle transmet la totalité du passé reçu. Ainsi le Moyen Age ne connaissait pas de césure marquant la fin du monde antique, ni donc de contradiction entre le paganisme et le christianisme étroitement mêlés. La tradition superpose des héritages divers qui sont assumés sans souci de leur possible contradiction logique. L'identité dans la tradition est donc plurale, inégalitaire et bigarrée quant à ses recrues (clans, familles, races, etc.). Tout coexiste, s'affronte, se concilie. L'individu n'est rien, les groupes sont tout. L'humain n'existe pas en dehors du groupe. « *Partout ailleurs l'individu est sans dieu et en dehors de la vie morale,* écrivait Fustel de Coulanges. *Là seulement il a sa dignité d'homme et ses devoirs. Il ne peut être homme que là*[2]. »

En réalité, une société de tradition laisse très peu de place aux dilemmes d'identité. Le groupe impose à l'individu sa culture comme un prolongement de l'instinct, celle-ci étant, pour les éthologues, une fonction de l'espèce aussi nécessaire à sa survie que les comportements innés. Il n'y a pas de conscience d'identité car le besoin en est satisfait avant d'être conscient.

Telle que nous la décrivons, l'identité traditionnelle n'existe plus que par lambeaux épars. Elle a été détruite par la confrontation avec les idéologies qui se sont succédé dans l'esprit européen depuis le XVIe siècle.

Le déracinement des identités

C'est l'individuo-universalisme qui caractérise les systèmes de pensée selon lesquels ce qui est important dans l'humain se situe à deux niveaux : celui de l'individu, siège du libre arbitre, et celui de l'espèce où sont définis le bien et le mal (morale). Tout ce qui se trouve entre ces deux niveaux n'est, dans ces philosophies, que contingences, degrés subordonnés que l'on peut momentanément conserver mais qui, s'agissant de la fin ultime, doivent disparaître. Ces considérations étant issues de la pensée socratique, il n'est pas étonnant qu'elles imprègent l'esprit public de l'Europe d'une manière si complète qu'on les retrouve à chaque instant de la vie.

Aujourd'hui, trois idéologies se partagent le pouvoir, toutes trois radicalement hostiles aux identités. Nous les citerons par ordre de nocivité :

— le marxisme, moribond aujourd'hui, mais qui se fixait pour fin ultime l'unification de l'homme par la lutte des classes ;

— le libéralisme, dont l'objectif est la fin de l'histoire, la résorption de tous les conflits étant assurée par les mécanismes de marché ;

— le moralisme cosmopolite tiré d'une certaine lecture du christianisme, appelé idéologie des droits de l'homme et visant à l'indifférenciation planétaire.

Ces trois grandes religions séculières ne font pas mystère des buts qu'elles se proposent. Passons sur le marxisme, mais le libéralisme économique, quant à lui, s'efforce, par toutes sortes de moyens, d'obtenir la standardisation des besoins, afin de conquérir le marché le plus large possible, donc le déracinement des coutumes qui font obstacle aux coûts individuels de production le plus bas possible. La publicité est ainsi, de manière avérée, une contreculture destinée à modifier les comportements. Il est par exemple remarquable que la création poétique soit inexistante dans la société de consommation où elle est en effet détournée et transformée en marchandise par la publicité.

Quant au moralisme, il ne laisse place à aucune résistance. Non que la morale soit exigeante — elle est même de plus en plus laxiste pour les actes individuels —, mais, dans le même temps, elle est devenue incroyablement méfiante à l'égard de la pensée, dès lors que celle-ci justifie la perpétuation de groupes hérités autres que l'individu et l'espèce.

Sous le nom de "discrimination" sont donc considérés comme immoraux et sont sévèrement réprimés tous les actes et toutes les règles qui mettent en œuvre la protection et la solidarité du groupe. Ainsi, la morale universelle des droits de l'homme s'oppose de front aux indispensables normes de survie interne des groupes (endogamie relative, exclusivisme, déploiement sur un espace) qui ont été

Les peuples peuvent disparaître par le métissage, non par l'oppression. Les appartenances historiques et culturelles l'ont emporté sur l'internationalisme prolétarien. Sur cette photo, les Hongrois font appel à leur plus ancien passé pour affirmer leur identité retrouvée, celle de l'ancien empire austro-hongrois.





Le réveil des identités a commencé dans le tiers monde avec la décolonisation. Les peuples conquis se sont alors débarrassés de la tutelle des Européens. Aujourd'hui, le mouvement se poursuit par le rejet des États post-coloniaux et le retour aux sources de l'islam. En Algérie, les mouvements islamistes, dont le FIS (Front islamique du salut), font des millions d'adeptes. Un réveil qui posera des problèmes en France.

expulsées par l'extension du champ moral. Les identités sont dès lors condamnées à mort, l'"abolition des barrières" étant considérée comme une valeur en soi, tant sur le plan moral que sur celui de l'efficacité économique. Et comment imaginer des identités sans barrières ?

Les identités ne sont acceptées que lorsqu'elles sont :
— volontaires : elles ne viennent pas du reçu, mais d'un libre choix ;
— viagères : la transmission d'un héritage familial est suspecte, même s'il est spirituel, car contraire à l'égalité et au libre choix ;
— futiles : le déguisement, même pathologique (ainsi le "look"), est encouragé dans la mesure où il est une marchandise ;
— et surtout mesurables : les différences déterminées par l'argent seul confortent le système. On peut les contrôler et les réduire.

Enfin, il est demandé aux peuples de race européenne, à raison de leur "culpabilité", d'accepter les différences des autres, à proportion qu'ils renoncent à leur propre identité [3].

Les dangers du métissage

Au terme de cette gigantesque aliénation, il ne reste aux individus qu'une identité propre, celle de leur phénotype. D'où un double phénomène :
— une racisation accrue de tous les problèmes, la race étant conçue comme le dernier verrou de l'identité ;
— un interdit de nature religieuse sur tout ce qui touche la race.

L'aveuglement, le daltonisme à l'égard du phénotype devient un impératif moral.

Le corollaire est une incitation permanente au métissage. Les tenants de ces idéologies considèrent qu'au-delà du métissage, le racisme ne pourra pas survivre. Espoir insensé que l'expérience vient démentir, car il est prouvé au contraire que, plus une société est métisse, plus les phénomènes de race y prennent de l'importance et de la signification.

La mixophilie, le brassage auraient des conséquences désastreuses sur notre culture, terrifiantes pour notre santé (le sida) ? Les apôtres de l'universel n'en ont cure. Comme l'écrit Barrès, « *Si l'on voulait transformer l'humanité, et faire avec les enfants de la tradition des citoyens de l'univers, des hommes selon la raison pure, une telle opération comporterait des risques, il y aurait du déchet* [4]. » Manifestement, l'immigration n'est pas la cause de la perte de l'identité, mais sa conséquence. C'est parce que les Européens ne savent plus qui ils sont qu'ils livrent leur espace au tout venant.

Dès le début du XIXe siècle, une protestation s'était élevée contre l'injonction universaliste de la Révolution française. Fichte en Allemagne, Barrès en France, les penseurs et poètes régionalistes de toutes ethnies exaltèrent la vision du monde exprimée par chaque



peuple. Le caractère pathogène et antinaturel du déracinement crée un malaise, une souffrance qui pousse à une recherche de soi visant à rompre l'isolement et permettant de resituer l'individu dans une dimension qui le dépasse. Le développement des études généalogiques procèdent du même besoin.

C'est cette démarche que Barrès appelle le "ressourcement". Par elle l'individu se relie au "pont des morts", se replace dans la ligne de ses antécédents et se pose dans une destinée conforme à ce passé, ou qui le continue. Par là, le réflexe identitaire est le refus d'un destin indifférencié dans l'humanité.

En devenant politique, cette attitude exprime quelque chose de plus que la simple continuation de la tradition. Elle recourt aux origines pour réinterpréter le passé, qui est certes assumé et glorifié, mais elle requiert un choix entre plusieurs explications de ce passé en vue de proposer une destinée. En cela, et bien que parfois assimilée au traditionalisme, la pensée identitaire devient à son tour une véritable idéologie répondant au volontarisme universaliste par un autre volontarisme.

Le réveil des identités

L'on assiste actuellement à un réveil des identités dans le monde. Au premier rang de celles-ci : l'islam, qui s'exprime aujourd'hui d'une manière plus conquérante que jamais, dans un refus catégorique d'accepter le mode de vie et de pensée du libéralisme. La récente affaire du voile à l'école publique a montré de quelle détermination, de quelles surenchères sont capables les musulmans. C'est que l'islam n'a pas connu de lecture libre-exaministe. Ses principes sont incompatibles avec ceux de la démocratie libérale. Gardons-nous de le considérer systématiquement comme un ennemi : il peut être au contraire un gardien de notre propre identité par son hostilité de fait au melting pot.

Les identités nationales à l'Est sont elles aussi en éruption. Kazakhs, Azéris, Ukrainiens, Baltes affirment une volonté d'autonomie, voire d'indépendance. De même, on constate en Yougoslavie une tendance à l'émiettement ethnique. Croates, Serbes, Bosniaques affirment leur droit à l'identité face à un État artificiel créé par le traité de Versailles.

Ce qui est remarquable, c'est que ces nationalismes s'expriment dans des termes qui semblent sortir tout droit d'une histoire déjà lointaine : celle d'une époque antérieure à la Première Guerre mondiale. Témoins les manifestations considérables qui ont accompagné le retour du roi Pierre de Monténégro dans sa capitale. Comme si le dégel du communisme laissait reprendre vie à des courants restés intacts et immobiles depuis soixante ans.

Ces événements nous montrent combien le libéralisme est plus efficace que le communisme dans le rabotage des différences. En effet, le réveil des identités se fait attendre en Europe occidentale où règne le culte du mélange.

Le travail de la minorité consiste à reprendre et à adapter le travail des hommes qui ont pensé l'identité française et européenne durant les cent dernières années, mais en opérant des conciliations. Étant un choix à l'intérieur d'une réalité, la pensée identitaire peut en effet donner lieu à des systèmes opposés selon l'idée qui est considérée comme originelle de l'identité (race, langue, ethnie, histoire, etc.). C'est pourquoi il est essentiel d'accorder les nationalismes ethniques, les nationalismes historiques et le nationalisme européen. Devant l'ennemi commun, tous les hommes attachés à leur héritage doivent concevoir une destinée européenne commune qui leur permettrait de rester eux-mêmes. Face aux droits de l'homme, il faut, pour le XXI[e] siècle, affirmer les droits des peuples. L'homme qui perd son identité est un homme sans visage. ■



Même l'État yougoslave paraît éclater sous la pression des revendications nationales. Entre Serbes et Slovènes, rien ne va plus à cause des Albanais. (Ci-dessus : les Serbes commémorant la bataille de Kosovo.) La Bulgarie renvoie les Turcs installés sur son sol depuis des siècles. L'URSS est secouée par la résurgence des sentiments nationaux et religieux. (Page de gauche : manifestation autonomiste à Bakou.) A l'Est, les patries européennes affirment de plus en plus leur identité, alors qu'à l'Ouest elles se dissolvent.

1. Maurice Barrès, *les Déracinés*, éd. Fasquelle, 1897, p. 268.
2. *La Cité antique*, 1916, p. 233.
3. Voir sur ce sujet l'attitude de Lionel Jospin dans l'affaire du foulard islamique. Les différences propres à l'Europe doivent céder le plus souvent devant l'universalisme mais on peut faire une exception si ces différences sont étrangères.
4. Maurice Barrès, *op. cit.*, p. 478.

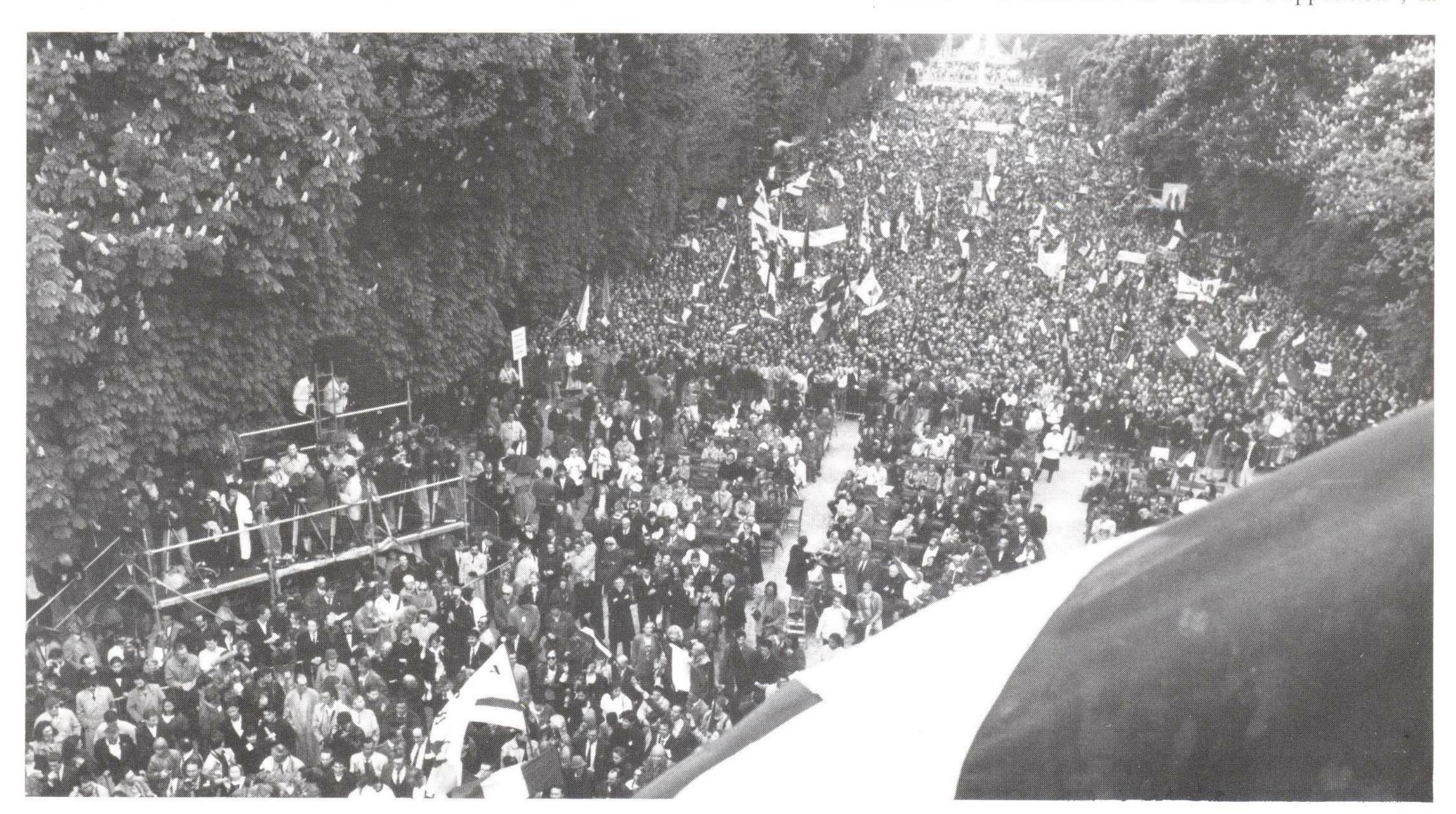
Le nouveau clivage

par Bruno Mégret

Le socialisme voulait changer la vie, c'est lui qui a changé !

Depuis son arrivée au pouvoir en 1981, le discours et le programme du Parti socialiste ont connu une profonde mutation. Souvenons-nous du ministère Mauroy : les communistes au gouvernement, la rupture avec le capitalisme, les nationalisations massives, l'augmentation du nombre des fonctionnaires, l'accroissement des dépenses publiques, la remise en cause de l'école privée. Un tableau politique digne de 1936 !

Depuis lors, le PS a parcouru un long chemin. Les socialistes ont abandonné leur discours de rupture, le "peuple de gauche" a cédé la place à la "France unie", le gouvernement a pris en compte les réalités économiques et budgétaires. Les ministres socialistes parlent de réduction du poids de l'État et de baisse des impôts ; l'heure est au socialisme réaliste et pragmatique, la "culture de gouvernement" a succédé à la "culture d'opposition", la



D'un côté les partisans d'une économie capitaliste, de l'autre les adeptes du collectivisme : c'est à partir de leurs conceptions de l'économie que, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, se départageaient les forces politiques issues de la Résistance, c'est essentiellement sur ce terrain que gauche et droite se distinguaient l'une de l'autre.
Car, s'agissant du social, les deux camps se trouvaient d'accord. Ils étaient unanimes sur les fins : instaurer l'État-providence, et ne se séparaient que sur les moyens : rompre ou non avec l'économie de marché.
Aujourd'hui, le débat s'est déplacé du domaine économique à celui des questions de société. L'actualité politique est désormais dominée par le problème capital de l'identité, lequel provoque de nouvelles lignes de fracture au sein de la droite et de la gauche.

gauche se rapproche de la droite. Les uns et les autres deviennent sociaux-démocrates. Et les observateurs de se réjouir : la vie politique française serait désormais "adulte" et responsable. On en aurait fini avec les conflits. Les idéologies seraient mortes.

Rien n'est plus faux ! Car le socialisme n'est pas à l'agonie. Seule sa forme archaïque est en train de disparaître, mais à sa place prend corps une forme rénovée plus contemporaine et plus sommaire.

Une métamorphose opportune

En même temps que s'estompaient les schémas socialistes hérités d'un autre siècle, apparaissaient les thèmes nouveaux qui constituent aujourd'hui la charpente de l'actuel discours idéologique de la gauche : le refus des exclusions, la lutte antiraciste et surtout les droits de l'homme.

M. Mitterrand inaugure au Trocadéro le Parvis des droits de l'homme, les livres scolaires distillent aux élèves le nouveau discours, les media retentissent de ses clameurs et les intellectuels s'en font les hérauts, à tel point que François Ewald, proche de Michel Foucault, a pu écrire : « *Il y a une espèce de boursouflure des droits de l'homme qui prend toute la place* [1]. » On est loin du discours des années soixante-dix.

Hier, il était question de problèmes économiques et sociaux, aujourd'hui, les thèmes dominants portent sur les questions de société, et la nouvelle idéologie socialiste avec les droits de l'homme se tourne délibérément vers la morale.

Curieuse démarche de prime abord car les droits de l'homme et du citoyen, tels qu'ils sont exprimés dans la Déclaration de 1789, affirment des libertés fondamentales que personne ne conteste. Formalisation des principes issus de notre lointaine tradition, ces libertés sont au demeurant présentes dans notre droit et dans notre vie nationale depuis de très nombreuses décennies.

Mais alors pourquoi les socialistes se sont-ils emparés de ce thème que personne ne met en cause, pourquoi font-ils semblant de vouloir rendre possible ce qui existe déjà ? Pourquoi veulent-ils défendre ce que personne n'attaque ?

Voilà bien tout le problème. La nouvelle idéologie socialiste utilise ce thème comme une vitrine derrière laquelle la gauche dissimule ses objectifs véritables. Faust n'est pas loin... Il s'agit bien ici d'un maquillage de scène qui permet aux vieux acteurs socialistes de paraître sous les traits de jeunes premiers.

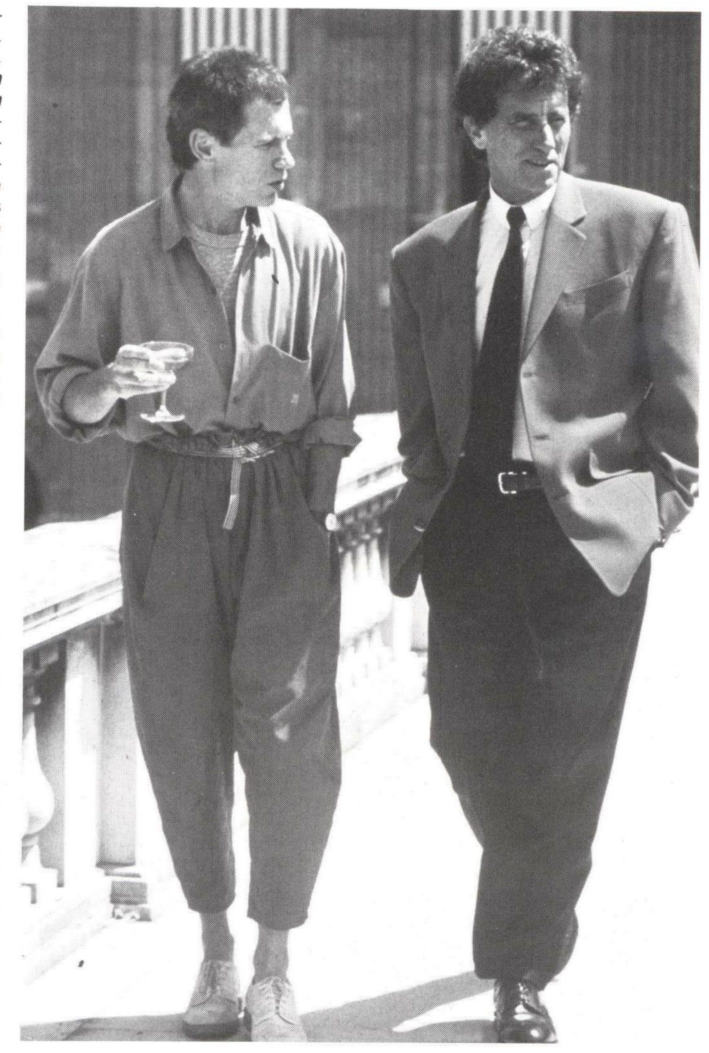
Pour parvenir à ce résultat, les héritiers de Jaurès et de Blum recourent à de nombreux artifices.

Ainsi, une lecture sélective de la Déclaration de 1789 permettra de ne retenir que les "droits" qui correspondent aux valeurs socialistes. L'article 2 de la Déclaration énonce que « *les droits naturels et imprescriptibles de l'homme sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression* ». La relecture "droits-de-l'hommiste" a oublié que propriété et sûreté sont deux droits fondamentaux.

Plus grave encore, le juste et nécessaire équilibre entre les hommes et les communautés auxquelles ils appartiennent est rompu. Le droit des individus est exalté pendant que le droit des groupes humains sans lesquels ils ne pourraient vivre est totalement occulté.

Au nom du droit des personnes à exercer leur culte, le mouvement socialiste facilite et encourage la construction de mosquées, sans voir que l'implantation massive de l'islam sur le sol français met en cause le droit de la communauté nationale à conserver son identité. Sous la poussée de la nouvelle idéologie socialiste, les évêques d'Ile-de-France peuvent souhaiter que l'« *on aide les personnes immigrées à retrouver leurs racines humaines, culturelles, religieuses, c'est-à-dire leur identité propre* ». Fort bien, mais que l'immigration puisse menacer l'identité de la fille aînée de l'Église, ils n'en soufflent mot !

Pour eux comme pour les tenants de la nouvelle idéologie socialiste, le droit des immigrés passe avant les droits légitimes de notre communauté nationale. Ainsi les droits de l'homme tels qu'ils sont détournés par les socialistes jouent comme une véritable machine de guerre contre la nation.



« *L'accent mis sur l'universalité des droits,* déclare François Furet, *tend à miner la vision historique de la nation et même la valeur suréminente de l'idée nationale dans la vie collective.* » L'idéologie cosmopolite des droits de l'homme contre le droit des peuples à conserver leur identité, le camp de l'"étranger" contre celui de la patrie, voilà le nouveau clivage qui sépare désormais la droite et la gauche. Ici, deux militants des droits de l'homme : J.-P. Goude et Jack Lang.

◀ Page de gauche : face à la formidable entreprise de dissolution de la Nation, perpétrée au nom des droits de l'homme par le PS avec la complicité du reste de la classe politique, l'alternative consiste à en appeler à la volonté du peuple français de rester lui-même. Seuls Jean-Marie Le Pen et le Front national ont su relever ce défi de l'avenir en défendant le droit des Français à l'identité.

L'offensive "droits-de-l'hommiste"

L'invocation des droits de l'homme est en général d'une totale inefficacité contre les régimes totalitaires mais fonctionne parfaitement pour affaiblir les nations européennes. L'expulsion légale de cent un Maliens hors de France a fait plus de bruit médiatique que les dizaines de milliers de boat people rejetés hors de leur propre pays par la terreur et la misère communistes.

Et, à présent, cette machine de guerre idéologique est encore renforcée par le thème de prédilection de la phraséologie néo-socialiste : le refus des exclusions. Présenté comme l'alpha et l'oméga de la lutte pour les droits de l'homme, ce slogan est un outil idéologique d'une redoutable efficacité destructrice.

Toute construction humaine, toute civilisation est fondée sur des groupes, des communautés, des normes, des règles et des institutions qui toutes impliquent une différence, une limite,... une exclusion. Le mot est lancé, mais que définit-il en somme si ce n'est la frontière ? La frontière qui existe entre ceux qui font partie du groupe et ceux qui n'en font pas partie, entre ceux qui observent les règles et ceux qui les transgressent, entre ceux qui procèdent

d'une institution et les autres. Récuser ces limites, ces frontières au nom d'un absurde refus des exclusions, c'est nier la famille, la nation, c'est vouloir les détruire.

Et tel est bien l'objectif implicite du discours néo-socialiste sur les droits de l'homme car, parmi les prétendues exclusions qu'ils entendent combattre, les socialistes donnent la priorité à celle qui serait fondée sur la race.

La lutte antiraciste est devenue le fer de lance de la "promotion " des droits de l'homme et le cœur du nouveau système idéologique de la gauche. Elle fournit à celle-ci une représentation mythifiée de l'adversaire. Autrefois, ce furent tour à tour l'aristocrate, le bourgeois, le capitaliste. Aujourd'hui, c'est le raciste. C'est lui qui incarne les anti-valeurs de la gauche. Aussi est-il désigné comme l'ennemi numéro un.

En ce sens, le raciste n'est pas celui qui veut en découdre violemment avec ceux d'une autre race, mais celui qui défend son identité et celle de sa communauté.

Car ce thème permet de toucher du doigt la nature réelle de la nouvelle idéologie socialiste : le cosmopolitisme, c'est-à-dire la lutte contre les différences, contre les identités, l'exaltation du brassage, du métissage, du melting-pot et du déracinement culturel et ethnique.

Le cosmopolitisme nouvel avatar du socialisme

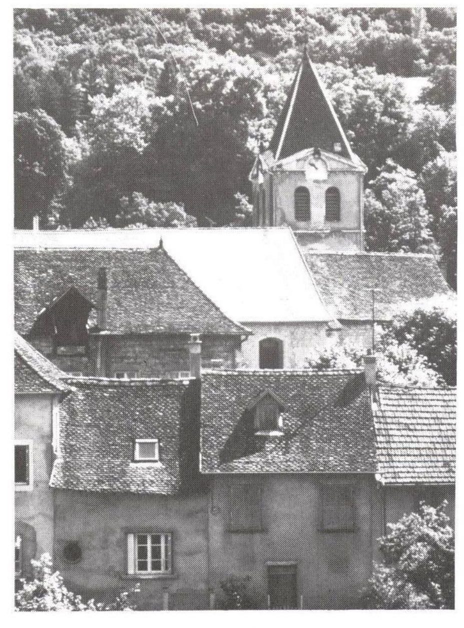
L'idéologie tirée des droits de l'homme distille une conception désincarnée de la personne et des sociétés humaines. Le refus de l'exclusion est l'instrument de la suppression des frontières et des identités. Quant à la lutte antiraciste, elle est l'arme de culpabilisation de l'adversaire qui permet de diaboliser tous ceux qui s'opposent aux entreprises cosmopolites.

Ainsi constituée, la nouvelle idéologie socialiste est redoutable car elle offre la particularité de s'avancer masquée. Elle bénéficie, pour un temps encore, de la légitimité et du consensus qui entourent les droits de l'homme dont elle a réussi provisoirement à se parer. Aussi refuse-t-elle tout ce qui est doctrinal.

Elle ne se présente pas comme une idéologie, mais reste floue. Elle se veut simple référence à des faits, à des bons sentiments et se révèle particulièrement pernicieuse dans la mesure où elle travestit ses présupposés en évidences. Ainsi, le refus des exclusions est mis en avant non comme une option idéologique mais comme une nécessité morale incontestable. « *Sa ruse la plus naïve*, écrit François-Bernard Huyghe, *est précisément d'énoncer comme des évidences incontournables ses choix les plus arbitraires* [2]. »

Curieux retournement de situation : ceux qui affirmaient, il y a dix ans, que "rien n'est neutre" prétendent aujourd'hui que leur discours est dépourvu de toute portée idéologique ! Pourtant, ils n'hésitaient pas à l'époque à désigner l'économie, la culture, la justice, l'école ou la science comme étant les vecteurs insidieux de l'idéologie bourgeoise dominante. « *D'où parles-tu ?* », tel était le critère discriminant. « *Si tu es partie prenante du système, consciemment ou non, tu distilles l'idéologie du système.* » Et chacun de dénoncer les arrière-plans idéologiques de tout discours prétendument apolitique. Car il fallait déjouer la ruse suprême de l'idéologie bourgeoise : celle qui consiste à présenter le système comme l'état normal et naturel du monde.

N'est-on pas aujourd'hui dans la position rigoureusement symétrique et n'est-ce pas au fond parce que le système et le discours dominants sont totalement contrôlés par la gauche que celle-ci présente ses positions et ses options comme naturelles et normales ?



« *Le problème n'est point pour l'individu et pour la nation de se créer tels qu'ils voudraient être mais de se conserver tels que les siècles les prédestinèrent.* » Face à la création artificielle et utopique d'une autre France, ces propos de Barrès sont toujours actuels. Depuis des siècles, le paysage de la France est resté le même : faudra-t-il lui substituer celui de l'islam ?

Si l'enseignement n'est plus l'instrument honni de la reproduction sociale, n'est-ce pas parce qu'il est devenu un auxiliaire zélé de la nouvelle idéologie socialiste ?

Si les tribunaux ne sont plus l'expression de la justice de classe, n'est-ce pas parce que les juges appartiennent pour beaucoup au Syndicat de la magistrature et que la loi, comme la jurisprudence, facilite les menées de l'idéologie cosmopolite ?

Si le patronat, la bourse et le monde de l'argent ne sont plus les ennemis vilipendés, l'expression abhorrée du grand capital, n'est-ce pas précisément parce que les dignitaires socialistes en font partie et que le socialisme a redéployé son système idéologique pour prendre une autre cible comme représentation du mal ?

Oui, en réalité, les gauchistes de 1968 avaient raison : rien n'est neutre et ce n'est pas parce que ce sont eux aujourd'hui qui constituent l'établissement qu'ils peuvent nous faire croire que les idéologies sont mortes !

De la politique à la morale

Certaines de ces idéologies sont à l'agonie mais d'autres se portent très bien. Ainsi, celle qu'exprime le discours dominant de l'oligarchie, malgré ses incohérences, ses contradictions, son caractère flou et incertain, est en pleine santé et sa vigueur est telle qu'elle prend la forme d'une quasi-religion.

Elle est sortie du domaine politique pour pénétrer l'ordre de la morale et traiter du bien et du mal. Elle tend à instituer les droits de l'homme en une vérité révélée au-dessus des hommes et de leurs lois, à constituer en fait, à elle seule, une source de légitimité supérieure à celle du peuple. N'est-ce pas au nom des droits de l'homme que des réformes, pourtant voulues par une majorité de Français, comme la réforme du code de la nationalité ou le rétablissement de la peine de mort, sont écartées ?

Apparaît ausssi, au service de cette nouvelle religion, une caste de grands prêtres habilités à interpréter le dogme. Les autorités morales et les nouvelles ligues de vertu ne se comportent-elles pas comme une classe sacerdotale qui, en quelque sorte, se situe au-dessus des institutions ordinaires ? Me Rappaport, président du Mrap, peut ainsi déclarer à la télévision sur la Cinq : « *La loi Pasqua est contraire aux droits de l'homme.* » Sous-entendu : « *Moi qui suis un grand prêtre de la nouvelle religion, je déclare cette loi contraire au dogme.* »

C'est un fait, la nouvelle religion exige le consensus ! On ne peut la discuter ni la contester, et tous ceux qui refusent d'y adhérer font l'objet d'anathèmes, de désignations à la vindicte publique et d'exclusions. Ils sont voués aux gémonies et, puisqu'ils incarnent le mal, ils doivent être détruits selon des méthodes qui rappellent, dans leur esprit, celles de l'Inquisition.

La nouvelle religion a ses grands-messes, que M. Mitterrand préside régulièrement sur le parvis du Trocadéro ; elle a ses processions, comme celle de Goude ; elle a son catéchisme, qui est pratiqué sous couvert d'instruction civique dans les écoles. Ne lit-on pas, dans un manuel destiné aux enfants de la classe de troisième : « *Les religions comme le christianisme, l'islam, puis l'idéal des droits de l'homme ont imaginé l'existence de cette communauté mondiale unie* [3] » ? L'idéologie des droits de l'homme hissée par l'école publique au rang des grandes religions ! On croit rêver.

Malheureusement pour les sectateurs de la nouvelle idéologie socialiste, les droits de l'homme ne sont pas une religion et les traiter comme tels c'est sombrer dans l'obscurantisme et s'adonner, en plein XXe siècle, à une pensée magique, avec ses

clercs, ses docteurs, ses dogmes, son intolérance et ses persécutions !

Ainsi le socialisme a fait sa mutation idéologique. Les préoccupations économiques et sociales ont cédé le pas aux questions de société, la réduction des inégalités à la lutte contre les exclusions, le constructionnisme rationnel à la théocratie incantatoire.

Le socialisme étatiste est mort, vive le socialisme cosmopolite !

Le RPR et l'UDF en déroute

Cette mutation idéologique profonde est à l'origine des bouleversements de grande ampleur qui agitent la scène politique.

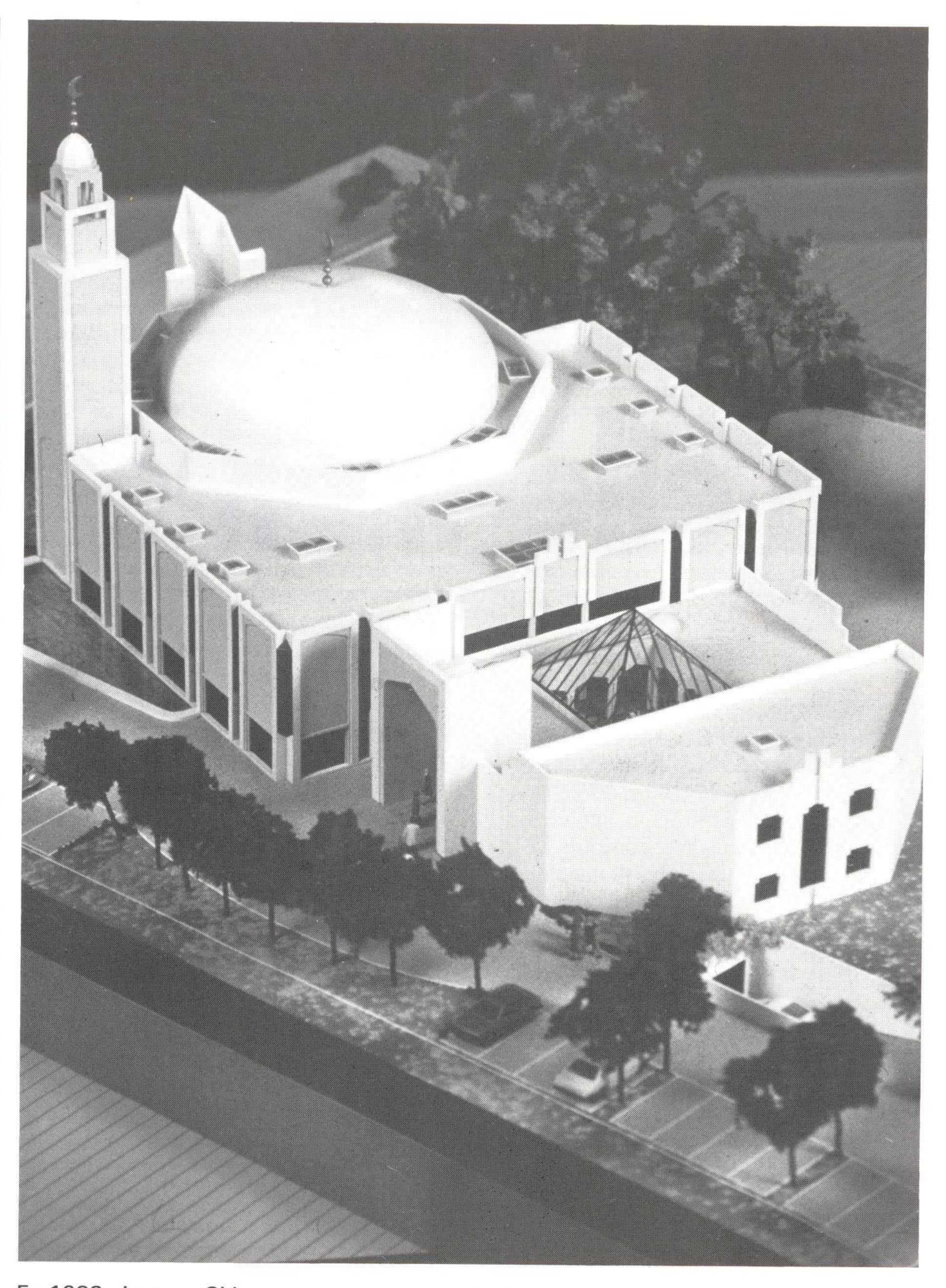
Le désarroi du RPR et de l'UDF s'explique par leur incapacité à comprendre la mue socialiste. Sur le terrain économique et social, champ traditionnel de l'affrontement entre la gauche et la droite institutionnelle, les antagonismes se sont atténués puisque les deux camps se retrouvent sur le terrain de la social-démocratie. Comme le dit Philippe Seguin : *« Il n'y a plus de différences entre nous quant aux objectifs, seules certaines méthodes nous différencient. »*

Mais sur le front des questions de société, là où le socialisme a lancé son offensive cosmopolite, le RPR et l'UDF n'ont pas engagé le combat ; ils ont au contraire pratiqué la surenchère, M. Chirac se faisant le chantre d'une « *France ouverte, pluraliste et multiraciale*[4] », M. Pasqua affirmant que notre pays est « *une terre d'assimilation et d'intégration*[5] » et les dirigeants du RPR comme M. Aurillac se déclarant « *être en parfaite communion d'idées avec Harlem Désir*[6] ».

Dans ces conditions, la droite RPR-UDF est idéologiquement neutralisée. Elle se trouve dans la situation des mauvais défenseurs d'une forteresse assiégée qui continuent de se battre sur la face nord alors que l'assaillant monte à l'assaut de la face sud et qui laissent l'ennemi envahir la place sans même s'en rendre compte, préoccupés qu'ils sont de repousser une attaque de diversion.

Les ténors du RPR et de l'UDF cumulent les deux erreurs : les uns continuent de vouloir s'en prendre aux vieilles lunes du socialisme archaïque et les autres affichent triomphalement leur adhésion à l'idéologie cosmopolite. Dans les deux cas, ils desservent leur cause : les uns donnent un coup d'épée dans l'eau, les autres un coup de pouce au socialisme.

Le basculement idéologique du PS et les erreurs du RPR et de l'UDF expliquent la montée du Front national. Le mouvement de Jean-Marie Le Pen a émergé parce que la grande offensive lancée par le socialisme cosmopolite ne trouvait plus pour la contrer l'opposition du RPR et de l'UDF. La politique comme la nature ayant horreur du vide, le Front national s'est constitué pour prendre leur place sur le nouveau champ de bataille.



En 1988, Jacques Chirac, se recommandant de l'idéologie des droits de l'homme, déclarait que « *l'intégration dans la communauté nationale ne doit pas s'accompagner de la perte des identités propres, qu'elles soient culturelles ou religieuses, au risque d'un appauvrissement de notre pays* ». La construction de grandes mosquées, comme ici à Lyon, ou à Marseille, le port du voile dans les écoles sont les premiers signes de cette vision pluriculturelle de la société.

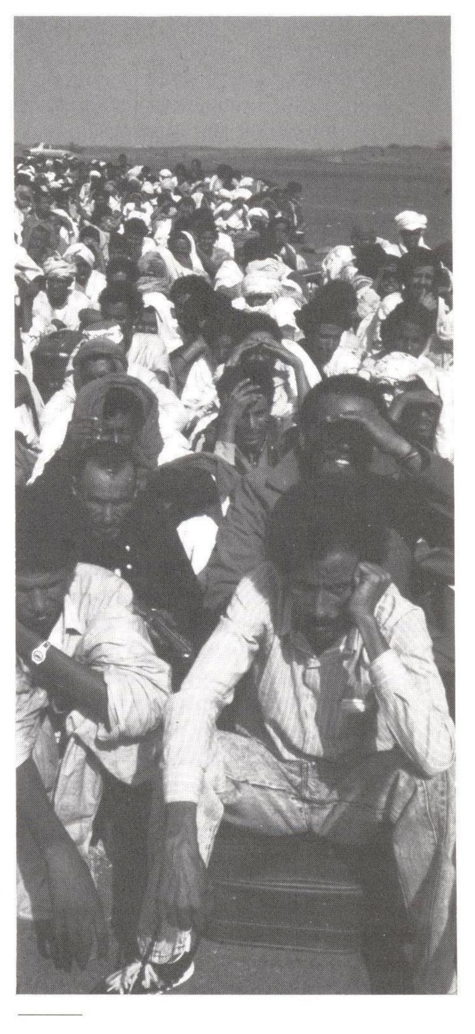
Autrefois le combat s'organisait selon l'axe PS-PC contre RPR-UDF sur le schéma : étatisme contre libéralisme. Aujourd'hui, il est en passe de se réordonner autour de l'axe PS contre FN sur le thème : promoteur du cosmopolitisme contre défenseur de l'identité.

Tels sont le nouveau clivage et le nouvel enjeu. L'opinion ne les a pas encore clairement perçus. Elle a bien compris que les anciennes lignes de force n'avaient plus cours mais elle n'a pas encore reconnu les nouvelles. Aussi est-elle en grand désarroi et sans doute est-ce la raison profonde de la montée des abstentions lors des derniers scrutins.

Bientôt les nouveaux enjeux idéologiques vont apparaître au grand jour. Alors les reclassements politiques déjà amorcés s'accéléreront. Et chacun pourra comprendre que le nouvel enjeu idéologique est plus important que jamais. Entre le cosmopolitisme et les valeurs identitaires, c'est de la vie ou de la mort de la nation qu'il est question. ■

1. *Le Quotidien de Paris* du 29.09.1989.
2. François-Bernard Huyghe et Pierre Barbès, *la Soft-Idéologie*, éd. Robert Laffont, 1987.
3. Manuel d'*Éducation civique*, classe de 3e, éd. F. Nathan, 1989.
4. *Le Monde* du 15.09.1989.
5. Id.
6. *Le Monde* du 25.08.1989.

L'Afrique livrée à elle-même



Mauritaniens expulsés du Sénégal en mai dernier. Pendant une dizaine de jours, Sénégalais et Mauritaniens se sont entre-tués à Dakar et Nouakchott : manifestation de la haine ancestrale entre les Maures blancs (esclavagistes et musulmans) et les Wolofs, Toucouleurs ou Peuls noirs (chrétiens ou mulsulmans). L'Afrique est avant tout victime de ses déterminismes ethniques.

« L'*Afrique noire est mal partie* ». Ce constat établi en 1966 par l'agronome René Dumont dans un ouvrage retentissant est plus vrai que jamais. Explosion démographique, concentrations urbaines monstrueuses, surpâturage, surculture, déforestation, érosion des sols, désertification, famine, sida, endettement, massacres inter-ethniques, l'Afrique offre l'image d'un continent maudit.

Qui est responsable ? Depuis les indépendances, le lobby tiers-mondiste a désigné un seul grand coupable : l'Europe, qui, pendant l'ère coloniale, se serait enrichie aux dépens du continent noir et qui, depuis la décolonisation, continuerait, par son impérialisme économique, à piller les ressources de l'Afrique. Accessoirement, on accuse aussi les mauvaises conditions climatiques.

La découverte, au début des années quatre-vingt, des horreurs de la famine provoquée en Éthiopie par le gouvernement marxiste du colonel Mengistu a obligé les tiers-mondistes à adapter leur discours. D'autant qu'entre-temps, ils avaient découvert les vertus du libéralisme économique. Ils furent alors nombreux à poser la question : l'Afrique ne souffrirait-elle pas surtout des régimes marxistes, crypto-marxistes ou du moins socialistes dont s'étaient dotés la plupart des pays nouvellement indépendants ? Aujourd'hui, il ne reste plus en Afrique que deux États à se proclamer marxistes : l'Éthiopie et le Congo-Brazzaville. Ailleurs, le marxisme a été plus ou moins répudié. La situation continue cependant à se dégrader partout. Alors, si les causes du malheur de l'Afrique étaient structurelles ? Et si l'Afrique était avant tout victime d'elle-même ? Questions taboues que pose l'africaniste Bernard Lugan, maître de conférences à l'université de Lyon III, dans un livre intitulé : *Afrique, l'histoire à l'endroit* (Perrin, 288 p., 140F).

Entretien avec Bernard Lugan

▶ *Pourquoi ce livre ? L'histoire de l'Afrique telle qu'on l'enseigne actuellement serait-elle falsifiée ? Et, si oui, dans quel but ?*

■ Le problème est double : d'une part, il n'y a plus aucune communication entre la recherche scientifique qui est pratiquée au niveau international et la vulgarisation ; d'autre part, la recherche elle-même, du moins en France, est entre les mains d'idéologues tiers-mondistes qui tirent parti de l'histoire africaine pour justifier leurs postulats idéologiques. Ainsi les principaux centres de recherche africanistes en France fonctionnent en fait comme autant de centres de désinformation, créant de toutes pièces une contre-histoire de l'Afrique qui, peu à peu, devient l'histoire de l'Afrique.

Alors, à quel dessein obéissent les tiers-mondistes ? Il s'agit pour eux de montrer que tous les malheurs de l'Afrique sont imputables à des facteurs extérieurs : le climat, l'héritage de la colonisation, l'impérialisme économique du monde blanc.

Ce parti pris est très malsain. J'ai donc écrit ce livre pour libérer l'histoire africaine de l'oppressante colonisation tiers-mondiste qui, finalement, par ses mensonges, fait preuve d'un grand mépris à l'égard des Africains. Nos amis africains attendent de nous un franc-parler et non plus des bavardages freudiens destinés à mettre du baume sur leurs blessures d'amour-propre. Les onguents calment les brûlures superficielles, ils n'ont jamais guéri les septicémies.

▶ *L'un des arguments utilisés par les tiers-mondistes pour culpabiliser les Européens consiste à souligner l'antériorité de la présence des noirs en Afrique, notamment en Afrique du Sud. Qu'en pensez-vous ?*

■ Les noirs sont certes indigènes en Afrique par rapport aux Européens, mais ils n'ont pas toujours occupé l'Afrique, surtout l'Afrique orientale, l'Afrique centrale et l'Afrique australe d'où ils ont chassé les populations qui les ont précédés, c'est-à-dire les paléonégrilles : Pygmées en Afrique orientale et centrale et Khoisan en Afrique australe. En Afrique du Sud, les blancs (les colons hollandais) ont même constitué, au sud du fleuve Orange et de la rivière Fish, le premier peuplement sédentaire. En revanche, au nord de la rivière Kei, les noirs sont arrivés avant les blancs. La vérité scientifique oblige à reconnaître que les noirs et les blancs sont également étrangers en Afrique du Sud, les noirs venus du Nord, les blancs venus du Sud (du Cap).

▶ *Dans votre livre, vous montrez que l'ethnisme est la principale clef permetttant de comprendre l'Afrique. Pensez-vous qu'il s'agisse d'une fatalité ?*

■ C'est le cœur du problème africain. Depuis toujours. Quoi qu'on fasse, en Afrique, on bute finalement sur le problème ethnique. Les tiers-mondistes parisiens l'ont nié pendant longtemps. Puis ils ont dû reconnaître les faits, tant c'était évident. Alors, ils se sont livrés à une diabolique manipulation qui constitue sans doute leur plus redoutable imposture. Ne pouvant plus faire l'impasse sur l'ethnisme, ils essaient maintenant d'accréditer l'idée que l'ethnisme est une création européenne. Oui, disent-ils, l'Afrique a des problèmes ethniques mais ce sont les colonisateurs qui soit ont inventé les ethnies, soit les ont figées en voulant y voir des faits raciaux alors qu'il ne s'agissait en réalité que de faits économiques : il y avait des pasteurs, des agriculteurs, des forgerons, des chasseurs qui, sans la colonisation, auraient fusionné dans un grand tout national africain. Toujours selon les tiers-mondistes, la colonisation aurait brisé net cette évolution en transformant en réalité ethnique et raciale une réalité purement économique.

On a peu conscience de l'enjeu de cette controverse : le jour où les media découvriront le fait ethnique, le coupable sera une fois de plus désigné : ce sera l'Européen, l'ancien colonisateur. Les tiers-mondistes disposent là d'une formidable arme de désinformation. La réalité est que l'Afrique est une mosaïque de peuples et de langues, qu'elle l'a toujours été, bien avant la colonisation. C'est au contraire la colonisation qui a mis un terme aux guerres inter-ethniques qui ont repris aussitôt après. En Afrique, on est amahra ou oromo avant d'être éthiopien, shona ou ndebele et non zimbabwéen, herero ou ovambo avant de se dire namibien. Tous les États africains actuels sont des États dans lesquels une ethnie domine les autres. De même, tous les partis politiques, sous un verbiage idéologique européen, sont à base ethnique ou religieuse. Religieuse dans la zone du Sahel et ethnique partout ailleurs, en zone non musulmane.

La colonisation, chance historique de l'Afrique

▶ *Quel bilan de la colonisation peut-on, selon vous, établir ?*

■ C'est un très vaste sujet. En résumé, à la veille d'être colonisée, l'Afrique était déjà en danger de mort. La colonisation l'a provisoirement sauvée en prenant en charge son destin.

Dans les années cinquante, à la veille des indépendances, l'Afrique sud-saharienne était la partie du monde la plus paisible : ni guerre, ni coups d'État, ni massacres ethniques, ni réfugiés faméliques entassés dans des camps insalubres. Le continent ignorait les famines. L'Europe avait pris l'Afrique en charge et chaque nation coloniale s'était créé des "contraintes de souveraineté" sur ce continent. Les métropoles se faisaient un point d'honneur de transformer leurs colonies en miroir de leur propre génie. Elles y réussissaient avec plus ou moins de bonheur, souvent avec des maladresses, parfois au prix d'injustices, mais, pour la première fois de son histoire, l'Afrique noire connaissait la paix.

Aujourd'hui, on constate que l'Asie, avec des conditions climatiques plutôt plus défavorables, a laissé l'Afrique loin derrière elle et que l'Amérique latine elle-même, en dépit de ses énormes problèmes, est plus développée que le continent noir. Et Jacques Marseille, professeur à l'université de Paris VII, a montré, dans un ouvrage remarquable, *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce*, que, loin de s'être construite sur le dos des colonies, la prospérité française a plutôt été entravée par ces dernières qui apparaissent comme un véritable tonneau des Danaïdes. Pour Jacques Marseille, l'Empire entravait plus qu'il ne stimulait la croissance économique de la France et c'est pourquoi la décolonisation fut un délestage voulu par une certaine fraction du patronat français pour faire bénéficier l'industrie française de capitaux investis jusque-là en pure perte, ou sans réelle contrepartie économique, dans des territoires où nous nous étions volontairement créé des obligations morales. C'est dire, contrairement à ce que prétendent les tiers-mondistes, que la colonisation ne fut pas un pillage organisé.

En revanche, il est vrai que la colonisation porte une part de responsabilité dans les malheurs actuels de l'Afrique, mais ce n'est pas celle que lui attribuent les tiers-mondistes. Sa responsabilité est en réalité de s'être retirée après avoir permis aux Africains de se multiplier, de passer de cinquante à cinq cents millions aujourd'hui, et après leur avoir laissé entre les mains un modèle de développement qu'ils sont incapables de gérer.

▶ *Comment voyez-vous l'avenir de l'Afrique ?*

■ On ne peut être que très pessimiste. En 1989, un tiers de la population africaine ne survit que grâce à l'aide étrangère. Le mouvement semble d'ailleurs s'accélérer puisque, de 1981 à 1984, et en dépit d'aides de plus en plus importantes, les revenus africains *per capita* ont baissé de 11%. Les experts sont au moins d'accord sur un point : surpâturage + surculture + surdéboisement = érosion accentuée et lessivage de bonnes terres au profit de sols morts.

Chaque jour, le continent s'enfonce davantage dans la dépendance alimentaire en laissant ses paysans partir vers des mégapoles où ils gonflent une population de redistributeurs et de consommateurs non producteurs de biens.

▶ *L'Afrique décolonisée n'a-t-elle pas surtout souffert des régimes marxistes qui s'y sont installés ?*

■ Capitalistes ou marxistes, tous les projets de développement ont échoué en Afrique. Aujourd'hui, le marxisme n'existe plus en Afrique et cela ne va pas mieux pour autant. D'ailleurs, le marxisme n'a jamais été vraiment important en Afrique. Il n'a jamais été qu'un souci



**Depuis la décolonisation, la famine s'étend partout en Afrique. Autosuffisante alimentairement au moment des indépendances, celle-ci ne survit plus aujourd'hui, et encore de plus en plus difficilement, que grâce à l'aide étrangère.
En Asie, 2,7 milliards d'hectares cultivés nourrissent 3,5 milliards d'Asiatiques, alors que les 3 milliards d'hectares cultivés en Afrique ne nourrissent pas 500 millions d'Africains. Les conditions géographiques et climatiques y sont pourtant moins défavorables qu'en Asie. Le problème ne serait-il pas avant tout humain ?**

d'imitation. L'ethnisme a toujours primé le marxisme comme toutes les autres idéologies. L'Afrique digère toutes les idéologies. Elle a digéré et broyé le marxisme encore plus vite que le libéralisme. Celui-ci a laissé aux Africains le réfrigérateur, le tourne-disque et le transistor. Le marxisme leur a laissé la Kalachnikov.

Depuis la décolonisation, toutes les idéologies étrangères ont échoué en Afrique, y compris les idéologies religieuses. Ainsi, les zones les plus sinistrées aujourd'hui sont les anciennes zones protestantes. Le christianisme et l'islam ne contribuent actuellement qu'à aggraver les problèmes. Pourquoi ? Parce qu'en zone musulmane et aussi en zone chrétienne, on encourage la multiplication des enfants. Il y a une course à la mort entre l'Afrique musulmane et l'Afrique chrétienne : c'est à celle qui fera le plus d'enfants. C'est suicidaire.

Afrique du Sud, futur Zimbabwe ?

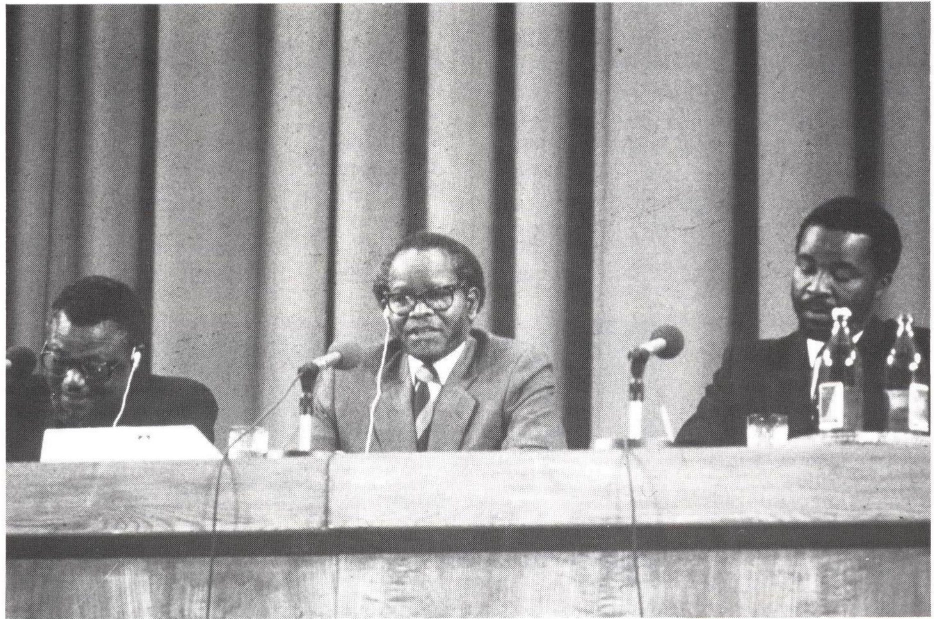
▶ *Que pensez-vous de l'évolution de la situation en Afrique du Sud ?*

■ Actuellement, en Afrique du Sud, il n'y a pas un problème noir, mais un problème blanc. Toutes les ethnies noires se sont vu attribuer un territoire. La difficulté est que les blancs, eux, ne disposent pas d'un territoire. Ils n'ont pas de territoire parce qu'ils sont restés dans la logique centralisatrice britannique selon laquelle l'Afrique du Sud est un grand ensemble dirigé par les blancs et dans lequel les noirs ont leurs territoires ethniques. Ils ne voient pas que le problème s'est inversé. Le gouvernement actuel de Frédérik De Klerk refuse de prendre en compte cette nécessité ethnique d'un territoire blanc. La survie de l'identité blanche passe par une partition. Cette partition pourrait se faire d'après les résultats des élections du 6 septembre dernier. Par exemple, les zones blanches qui ont voté pour le Parti démocratique (progressiste) ont vocation à être multiraciales et contrôlées par les noirs. Les zones qui ont voté pour le Parti conservateur d'Andries Treurnicht (prônant la partition) devraient être la base du futur État blanc d'Afrique du Sud. Restent les zones qui ont voté pour le Parti national au pouvoir. Le Parti national, toute proportion gardée, c'est un peu comme le RPR en France. On y trouve des gens comme Michel Noir, d'autres comme Charles Pasqua. C'est pourquoi les motivations de l'électorat de ce parti sont assez mystérieuses. Comme il est difficile de savoir ce que signifie le vote PN, il faudrait faire un référendum auprès de ses électeurs en leur posant la question : acceptez-vous d'être sous contrôle multiracial ou bien voulez-vous être en zone blanche ? On y verrait alors plus clair pour constituer l'Afrique du Sud blanche.

Cette Afrique du Sud blanche ne devrait garder qu'une petite partie de l'actuel territoire sud-africain. Puisque nous vivons dans une logique démocratique, il n'est pas pensable, en effet, que six millions de blancs contrôlent un territoire plus important que celui de vingt-cinq millions de noirs. D'ailleurs, si les blancs contrôlaient un territoire plus important, ils auraient à faire face, dans dix ans, à une forte immigration noire, et le problème se reposerait. Cette solution, évidemment, suppose que les blancs opèrent un choix : à eux de savoir s'ils préfèrent leur survie nationale, la survie de leur identité blanche ou s'ils préfèrent leur bien-être matériel, c'est-à-dire continuer à employer des ouvriers noirs, des femmes de ménage noires, des jardiniers noirs, etc. Je crois, malheureusement, que la majorité des blancs ne sont pas prêts à sacrifier leur bien-être et à faire le travail des noirs. Et le gouvernement De Klerk ne veut pas de la partition. C'est pourquoi elle ne se fera pas. Et c'est aussi pourquoi la situation va devenir de plus en plus empoisonnée. Une toute petite partie de la population blanche va réagir. Je pense qu'à une assez brève échéance, on va assister à la naissance d'une espèce d'OAS qui, bien entendu, perdra. En réalité, l'Afrique du Sud est en train de se transformer en un gigantesque Zimbabwe dont l'économie marcherait et dans lequel les blancs auraient perdu tout pouvoir politique mais continueraient à contrôler l'économie, et dans lequel les noirs, comme dans le reste du continent, s'entre-massacreraient.

Propos recueillis par Régis Constans

Olivier Tambo, président de l'African National Congress (ANC). Organisation terroriste liée au PC sud-africain, instrument politique de l'ethnie xhosa, l'ANC est reconnu par l'ONU comme représentatif de l'ensemble des noirs d'Afrique du Sud. Le gouvernement De Klerk se dit aujourd'hui prêt à négocier avec lui. Pourtant, l'ANC a contre lui la plupart des autres ethnies noires, surtout les Zulu du chef Buthelezi, avec lesquels les affrontements sont sanglants.



Ivan Levaï, trafiquant de l'information

Interviewé le 12 octobre sur France-Info, Bernard Lugan fut aussitôt censuré. Ses développements sur l'histoire de l'Afrique n'ayant pas eu l'heur de plaire au PDG de Radio-France, Jean Maheu, son directeur de l'information, Ivan Levaï, s'empressa d'interdire la rediffusion de l'émission, normalement prévue toutes les deux heures jusqu'au milieu de l'après-midi.

Hasard bouffon : le même jour, à 12 h 40, M. Levaï était l'invité de Jean-Claude Bourret pour un "Duel sur la Cinq" l'opposant au directeur de *l'Humanité*, Roland Leroy, sur le thème : "La liberté de l'information est-elle menacée en France ?".

Surprise des téléspectateurs : en plein débat, intervention sur le plateau du responsable du service culture de France-Info, Philippe Vallet, qui demande à son patron s'il ne s'est pas livré à un acte de censure.

Livide, crispé, ce dernier répond : « *C'est moi qui commande.* » Ajoutant en substance : « *Il ne saurait être question de laisser s'exprimer sur les ondes nationales un "nouveau Faurisson" qui affirme que les noirs sont les principaux responsables de leurs malheurs en Afrique du Sud.* »

Peu importe que Bernard Lugan n'ait jamais tenu de tels propos à l'antenne, peu importe que l'on soit bien en peine de trouver une telle phrase dans son livre, livre que M. Levaï avoua ensuite n'avoir même pas lu.

Peu importent les preuves dans un procès en sorcellerie. ■



Charles Maurras et Léon Daudet entourés de leurs collaborateurs à l'Action française fondée en 1907. De gauche à droite : Georges Calzant, X, Léon Daudet, Charles Maurras, Maurice Pujo, Henri Massis, Georges Gaudy.

Maurras maître du politique

par Georges-Paul Wagner

« *Je suis un perroquet* », disait-il quelquefois, voulant ainsi marquer que sa doctrine était un héritage et qu'il ne faisait que répéter ce que les maîtres de sa vie d'esprit lui avaient enseigné.

Quels furent ces maîtres ? Les écrivains et les philosophes qui l'ont le plus séduit et auxquels il a consacré des articles ou des ouvrages ne sont pas toujours ceux qui l'ont le plus influencé politiquement. Ainsi a-t-il beaucoup écrit sur Platon, dont il refuse pourtant les utopies et « *la tentation de recréer le monde après l'avoir compris* ». Les griefs qu'il fait au philosophe de l'Académie sont d'ailleurs révélateurs de ses pensées les plus profondes : « *Cette intelligence d'aristocrate avait trop cédé*, explique-t-il, *à son péché mignon de passer outre aux justes confins de la nature humaine, de la croire indéfiniment modelable, de confier au législateur, à son autorité, à ses vœux, une puissance d'efficacité absolue.* »

Tout est dit, là, sur les croyances et les méfiances maurrassiennes. Comme Aristote, il aurait pu dire : « *Amicus Plato, sed magis amica veritas* », j'aime bien Platon, mais j'aime mieux la vérité. Et la vérité, c'est qu'il existe une nature humaine qui change peu à travers les âges ; un univers social qui n'est pas tout à fait immobile et éternel, comme le croyaient les anciens philosophes grecs, mais dont rien ne nous assure qu'il soit voué à un progrès indéfini.

Il y a une vérité politique et il est possible de tirer prudemment de l'histoire des hommes des leçons pour diriger l'action. Dans l'un de ses premiers livres, paru en 1898, *Trois idées politiques*, ce n'est pas chez Michelet qu'il cherche ces leçons, ni même chez Chateaubriand, présumé royaliste et traditionaliste, mais chez Sainte-Beuve, le critique qui appliquait aux œuvres de l'esprit une méthode d'analyse que Maurras veut imiter pour les œuvres des hommes. Cette méthode consiste à choisir « *entre les ouvrages, les plus heureux et les mieux faits, ceux qui témoignent d'une perfection de leur genre et pour ainsi dire appartiennent à la Nature triomphante, à la Nature qui achève et réussit* ».

Semblablement, dans l'histoire des sociétés humaines, l'analyse doit chercher « *les conditions communes et les lois empiriques de ces coups de bonheur* » qu'on y rencontre. Il nommera cette analyse et cette recherche une "science de la bonne fortune" ou, encore, de deux termes qui sont plus connus : l'empirisme organisateur. Cette expression dit assez que Maurras n'a pas de système, et qu'il est bien possible qu'il ait tenu, quelque jour ou quelques fois, ces propos qu'on lui prête : « *le maurrassisme, voilà l'ennemi* ».

Le contraire d'un idéologue

Par exemple, s'il décide que la monarchie est le meilleur régime pour la France, adoptant la démonstration de Bossuet dans sa *Politique tirée des propres paroles de l'Écriture sainte*, il n'en décide pas pour autant que la monarchie est le meilleur régime pour tous les pays. Il se souvient, sur ce sujet, de la démarche prudente d'Aristote, et aussi de Thomas d'Aquin, qu'il admire et qui a insisté sur la diversité des sociétés, selon les temps et les lieux, et inventé, bien avant Montesquieu, la théorie des climats.

Par exemple, s'il admire Auguste Comte, il ne sera jamais, au sens strict du terme, positiviste, même s'il en a éprouvé la



Maurras en 1941, alors qu'il se rendait à l'Institut. En adepte de l'empirisme organisateur, il dénonça les utopies nées à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe. Pour lui, « *la société, la civilisation, est née de l'inégalité. Aucune civilisation, aucune société ne serait sortie d'êtres égaux entre eux* ».

tentation. Même si Comte est le maître qui l'a le plus marqué et qui a le mieux assuré ses premiers pas dans la vie intellectuelle. Même s'il lui a consacré — le mot n'est pas trop fort —, dans *l'Avenir de l'intelligence*, une étude qui est peut-être le meilleur de ce qu'il a écrit et le meilleur de ce qui a été écrit sur ce philosophe méconnu.

S'il doit beaucoup au Renan de *la Réforme intellectuelle et morale*, au Taine des *Origines de la France contemporaine*, à Barrès, son grand aîné, dont il a admiré et dévoré *Sous l'œil des barbares*, il ne garde finalement de tous ces enseignements qu'une leçon : au sens strict, il n'est le disciple de personne. Il refuse toute manière de construire ou de reconstruire le monde a priori, tout corps de doctrine bien articulé et soudé qui pourrait être considéré, si peu que ce fût, comme une idéologie. Les cités, les civilisations, doivent savoir, comme disait Paul Valéry, qu'elles sont mortelles. Le culte exagéré de l'égalité, de la liberté et de la démocratie mènent les cités à la mort. Maurras le vérifie dans l'histoire de son temps, comme dans l'histoire de la démocratie athénienne. Celui qui fut si souvent présenté comme un raisonneur impénitent, comme un doctrinaire intraitable, veut seulement construire empiriquement, autour des cités heureuses, les conditions de leur vie et de leur survie.

L'originalité de sa doctrine, c'est donc qu'il n'est pas du tout idéologue. S'il a gardé, quarante ans après sa mort, tant de force conquérante et de séduction surtout sur les esprits jeunes, c'est qu'il leur apporte, plus que des certitudes, le moyen de les découvrir et de raisonner juste, ou de ne pas déraisonner, dans les situations difficiles.

Il leur apporte aussi l'exemple d'une vie courageuse, qui n'a fléchi ni dans les succès ni dans les épreuves.

Une pensée originale et conquérante

Voyons-le, à l'aube de ce siècle, rallier en quelques années autour de lui et de la monarchie un groupe composite et actif, où l'on voit plus d'employés de banque que de banquiers, plus de roturiers que de duchesses et généralement plus de jeunes que de vieux. Il fonde, comme Taine, une École libre de sciences politiques, qu'il appelle l'Institut d'Action française ; une maison d'éditions, la Nouvelle Librairie nationale. C'est pour lui, sur un quart de siècle, une série presque ininterrompue de victoires. Il convainc et, en tout cas, il intéresse tous ceux qui comptent dans la vie intellectuelle. Péguy est frappé par ce qu'il voit en lui de résolution et de courage. Proust, malgré l'affaire Dreyfus, lui écrit des lettres somptueuses et flatteuses : « *Nous vivons comme en des siècles différents. Je ne vois pas plus votre visage, je ne serre pas plus votre main que si vous étiez Virgile ou Dante.* » Il retient l'attention d'hommes aussi différents que Romain Rolland, Maurois, Mauriac, Gide qui, un instant, adhérera à l'Action française, en 1916, puis en reviendra, comme il reviendra d'URSS, et de tout, sauf de lui-même. Malraux, en 1923, pour la réédition de *Mademoiselle Monk*, conclut ainsi sa préface : « *Maurras est l'une des plus grandes forces intellectuelles d'aujourd'hui.* » Bernanos, Jacques Maritain, Henri Massis lui sont favorables. C'est également le cas de la plupart des prêtres et des évêques français. Tout incroyant qu'il soit, Maurras se veut l'allié de l'Église catholique, alors persécutée. Elle est à ses yeux l'Église de l'ordre, le « *temple des définitions du devoir* » et, encore, « *la seule internationale qui tienne* ». Le cardinal de Cabrières, en personne, vient inaugurer en 1906 la chaire du Syllabus, à l'Institut d'Action française. Dans le même temps, le pape Pie X prophétise à Mme Maurras que l'œuvre de son fils aboutira.

Mais, en 1926, tout change. Les héritiers spirituels de Marc Sangnier, dont *le Sillon* avait été condamné en 1906, et qui avaient toujours considéré que Maurras avait été à l'origine de leur condamnation, vont obtenir leur revanche. Ils sont puissants auprès du nouveau pape, Pie XI.

La condamnation de l'Action française, par Rome, en 1926, est certes lamentablement emmanchée sur une lettre absurde d'un très vieil archevêque de Bordeaux qui avait écrit naguère à Maurras : « *Votre plume vaut bien une épée.* » L'essor du nouveau mouvement n'en sera pas moins brisé net.

Maurras, qui refuse de s'incliner devant cette condamnation, entraîne dans sa rébellion la plus grande part de ses amis catholiques, qui, comme le lui reprochera Bernanos, vont se priver de sacrements, se marier, mourir sans prêtres à cause de lui. Il y a même un cardinal, Mgr Billot, pour rendre sa pourpre au pape à cause de lui. Si l'épreuve est rude, peut-être décisive, malgré la levée de l'index par Pie XII en 1939, elle montre en tout cas à Maurras quels dévouements complets il est capable de susciter.

Ces dévouements se manifesteront encore, en 1938, quand le comte de Paris, sous le nom du duc de Guise, son père, se sépare de l'Action française et répudie la monarchie selon Maurras. A cette date, il apparaît que les amis de Maurras sont maurrassiens d'abord ; mais, lui, il traverse, imperturbable, cette épreuve nouvelle.

La dernière épreuve, la plus paradoxale et la plus inhumaine, c'est, à la Libération, celle qui aboutit à sa condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité pour intelligences avec l'ennemi. Car son hostilité à l'Allemagne, à ses peuples, à sa culture, à sa philosophie ont été le centre et, en quelque façon, le squelette de son combat. Sans l'Allemagne, aurait-il conçu aussi bien la nécessité du rempart et du nationalisme, la nécessité d'une institution, la monarchie, qui soit la vivante et constante expression, la transmission familiale de l'intérêt national ?

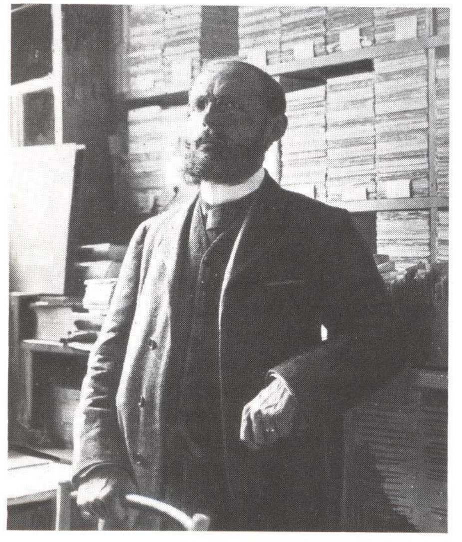
Une œuvre toujours actuelle

D'où les mots qu'il emploie, à son procès : « *Je suis ici sous une accusation abominable, la plus flétrissante, la plus odieuse qui puisse s'acharner sur un homme. Je n'y pense pas sans colère, sans une véritable fureur* [...]. *Ne vous amusez pas à fabriquer un mannequin, que vous appelez Charles Maurras. J'ai, moi, ma vie, j'ai ma carrière, mes livres, ma doctrine, mes idées, mes disciples, j'ai l'avenir devant moi, qui vous flétriront.* »

Que vaut cette fière prophétie ? Que nous reste-t-il de Maurras, quarante-quatre ans plus tard ? En quoi peut-il nous servir

encore dans les débats et les combats de notre temps ? La monarchie n'est-elle pas bien irréaliste et inactuelle ? Le combat contre l'Allemagne, au temps de l'Europe, bien dépassé ? L'empirisme organisateur lui-même un cheminement bien modeste, quand nos media fourmillent de politologues qui avancent des propositions certaines, en s'appuyant sur les sondages et les statistiques ?

Répondons : les conclusions maurrassiennes ne sont pas irréalistes ; sa méthode n'est pas surannée. Son "Politique d'abord" s'impose encore, signifiant d'ailleurs non pas la primauté mais la priorité du politique, c'est-à-dire la nécessité de commencer toute réforme et toute restauration politique par le commencement.



Charles Péguy (1873-1914) dans sa librairie. Il fut l'un de ceux qui subirent l'influence de Maurras.

On peut dire surtout, même si nous n'avons plus, comme au début du siècle, l'œil fixé sur la "ligne bleue des Vosges", qu'on trouve encore en lui les meilleures analyses du mal envahissant qu'est le cosmopolitisme et les meilleures ripostes à lui opposer.

Mieux que Renan, mieux que Barrès, Maurras a écrit pour son temps et pour toujours la défense et l'illustration de la nation. Il en a été le meilleur avocat, quand, au début du siècle, la France était déjà au banc des accusés, lors de l'affaire Dreyfus. « *Il ne suffit pas de dire, avec Jaurès,* écrivait-il, *que "les nations sont des faits". Ce ne sont pas des faits, ce sont des bienfaits* [...] *car les hommes n'ont rien conçu de plus parfait, dans l'ordre et sur le plan de l'amitié terrestre* [...]. *Il est trop vrai que les nations se combattent et s'entretuent, et c'est bien malheureux, mais elles existent, c'est tellement plus heureux encore. La pire de leurs guerres ne fait que ramener le monde au sauvage état prénational.* »

Et il concluait : « [...] *c'est ce qui rend coupable le vœu de les détruire ou les laisser dépérir.* »

Ce vœu coupable s'est amplifié depuis. Il est formulé, plus ou moins haut, par la plus grande partie de l'intelligentsia. Il est toléré par beaucoup, qui finissent par croire qu'une humanité sans frontières serait une humanité sans conflits et sans exclusions. Maurras avertit ces rêveurs : « *Les ingrédients de la vie paisible sont les toits, contre l'intempérie, et, contre les coups du dehors, les palissades à créneaux garnis d'hommes d'armes. C'est là-dedans, c'est là-dessous que se forment les liaisons normales, entraide convergente, vertus coïncidentes ou disciplinées pour des travaux, des arts et des produits qui se ressemblent ou qui diffèrent, mais dépendant les uns des autres.* » Et tout cela, disait-il, afin que « *le dieu-homme ait sur l'homme-loup un avantage habituel* ».

Dans son chapitre de *l'Avenir de l'intelligence* consacré à Auguste Comte, Maurras évoquait ces moments de l'existence où « *une crise d'incertitude, causée par la fatigue, jette l'esprit dans le trouble ou la confusion* ». Il aurait pu parler aussi de ces moments de découragement, que nous connaissons, où, sous l'empire des mauvaises nouvelles, on pense et quelquefois l'on avoue qu'il n'y a plus d'espoir et que tout combat est vain.

En ce cas, écrit Maurras, il faut à l'homme « *un secours qui soit spirituel, et qui l'émeuve avec des images dignes de lui. Ce n'est pas le moment de recourir aux poètes, ni d'ouvrir quelque répertoire de science : la science pure semblerait froide, la poésie paraîtrait d'un vide infini. J'estime heureux les hommes de ma génération qui, sans être positivistes, au sens propre du terme, peuvent en pareil cas se souvenir de la morale et de la logique de Comte* ».

De même, il faut dire heureux ceux qui, en circonstance pareille, peuvent se souvenir de l'œuvre maurrassienne et de la manière dont Maurras a montré que « *tout désespoir en politique est une sottise absolue* ». ■

Pays réel ou pays légal ?

Depuis un siècle, bien des contestataires ont créé des slogans pour exprimer la distorsion existant entre les institutions issues du système électoral et les vœux réels de la population. Aucune formule cependant n'a jamais été aussi porteuse d'arguments, aussi communicative d'un raisonnement concentré que l'opposition dialectique entre pays légal et pays réel.

L'analyse positiviste qui était celle de Maurras amène à rechercher toujours derrière un pouvoir établi, même et surtout s'il est élu, quelles sont les forces sociales sur lesquelles il se fonde et s'adosse pour se maintenir. Dès lors, il n'était pas difficile aux nationalistes, flattant ainsi l'état d'esprit naturellement frondeur des Français, de montrer du doigt les groupes socio-religieux, les solidarités économiques et ethniques qui se tenaient les coudes, comme une caste dirigeante étrangère accrochée à la nation française. Citons ce qu'en disait Maurras : « *Ils font régner un esprit, un ensemble de principes* [qui établissent] *toute la stabilité souhaitable,* [non] *du point de vue des traditions, des instincts, des intérêts de la France,* [mais] *de ceux de cette fédération d'oligarchies que nous avons nommée les Quatre États confédérés, protestant, maçon, métèque*[1]. » Nous ne nommerons pas le quatrième, car c'est aujourd'hui interdit par la loi...

Ayant ainsi séparé dialectiquement ses ennemis du gros de la Nation, il restait à définir le pays réel et, là, la tâche se révélait difficile, voire dangereuse. Fallait-il désigner les forces qui, en fait, déterminent réellement la société française ? Et par quelle méthode ? C'eût été œuvre de système, entraînant des choix exclusifs, ce que Maurras s'est toujours refusé à faire. Ou fallait-il qualifier en *valeur* une certaine conception de la France, comme l'auraient fait Boulainvilliers ou Michelet ? Dans tous les cas, c'était s'écarter de la méthode positive. La vérité est que la Nation, ensemble qui nous contient, échappe à notre approche rationnelle. C'est pourquoi Maurras se bornait, pour expliquer son « *pays réel* », à citer, de manière non exhaustive, les familles assumant leur tradition, les aristocraties de l'esprit, du sang, du métier et de la fortune, les paysanneries, la hiérarchie catholique, les poètes du terroir et les soldats, enfin tout ce qui, en France, était structure construite, société établie et fière de sa place.

Que reste-t-il aujourd'hui, pour notre arsenal, des flèches acérées de Maurras ? Dans la description, forcément datée, qu'il en faisait, le pays réel a presque complètement disparu. Le patrimoine des familles vanté par Le Play a été laminé, au gré des politiques fiscales "de droite" ou de gauche, la paysannerie a cessé d'exister en tant que groupe, les langues ne sont plus qu'un souvenir, l'habitat familial a été déraciné, l'Église catholique est passée à l'ennemi ; quant aux élites intellectuelles, elles sont aussi crédules qu'un franciscain d'avant Luther, prosternées qu'elles sont devant le moralisme omniprésent.

Alors, le pays légal a-t-il gagné ? Pas encore. Malgré sa toute-puissance apparente, la classe politique n'a pas plus l'estime du peuple qu'en 1900. Le mépris outrageant de la caste au pouvoir pour« *les instincts, les traditions, les intérêts de la France* » trouvera un jour sa juste punition. Malgré les conditionnements, le matraquage intellectuel, les comportements des Français peuvent se révéler, surtout en temps de crise, pleins de violentes surprises, dès lors que l'explication humanitaire du monde sera mise en défaut. Les oligarques peuvent se croire à l'abri de tout réveil de notre peuple. Le pays réel pourrait bien un jour leur sauter à la figure.

Pierre de Meuse

1. *Action française*, 12 juin 1914. Nous les appellerions aujourd'hui, moins élégamment, des lobbies.

La publicité agent du cosmopolitisme

par Frédéric Dauve

La publicité a suivi les mutations idéologiques des dix dernières années. Ses anciens pourfendeurs, qui en 1968 la dénonçaient comme "aliénante", se retrouvent aujourd'hui dans les principales "agences de communication". La publicité est devenue, au début des années quatre-vingt, l'un des véhicules les plus efficaces de la "soft-idéologie" fondée sur le "consensus" et le cosmopolitisme. Le philosophe Gilles Lipovetsky y voit même le meilleur antidote au totalitarisme. Et c'est à un publicitaire, Jean-Paul Goude, qu'a été confiée par le président de la République la mise en scène de la grande fête du 14-Juillet sur les Champs-Élysées. Ce n'est pas un hasard, mais un symbole puissant.



Venue des Caraïbes, via le Brésil, la Lambada fut la danse de l'été 89. Expression d'un mélange latino-américain et antillais, elle a fait l'objet d'une colossale promotion médiatico-publicitaire. Elle a fourni le thème de la publicité d'Orangina.

La scène a pour décor un bar de plage d'un pays tropical indéterminé. Il fait chaud, très chaud. Il y a du monde, beaucoup de monde. Rien que des noirs et des métis. Leurs corps en sueur se touchent et se trémoussent sur un rythme frénétique. Soudain, un négrillon déluré se détache du groupe et entraîne dans la danse une jeune fille blonde. Alors, le père de l'adolescente, probablement le patron de l'établissement, l'air rustaud, le regard mauvais d'un alcoolique, mal rasé, arrache brutalement sa fille des bras de son jeune cavalier et chasse les autres danseurs qui vont continuer leurs déhanchements ondulatoires sur la plage. Prise d'une irrésistible attirance, la petite blonde les y rejoint. Et la colère du père finira par céder devant le charme torride et bronzé d'une des danseuses.

Tel est le scénario du dernier "clip" publicitaire pour Orangina. Ce même clip est devenu, début septembre, le "jingle" servant à ouvrir et à clore, chaque matin et chaque soir, les programmes de TF1, la chaîne de M. Bouygues : deux cent cinquante diffusions en deux mois, sans compter les passages sur les autres chaînes et l'inscription au "Top 50" de Canal Plus.

Mue esthétique et idéologique

La morale qui s'en dégage est sans ambiguïté : la beauté et la sensualité ont raison du racisme le plus hideux. La danse filmée ici, on l'aura reconnue, n'est autre que la Lambada qui, venue des Caraïbes, via le Brésil, a déferlé l'été dernier dans les discothèques de nos stations balnéaires. Elle est interprétée par le groupe antillais Kaoma, vedette de la dernière "fête de l'Huma".

Quel rapport avec Orangina, la fameuse "petite bouteille ronde" inventée il y a quarante ans ?

Aucun. L'important n'est pas là. Car la publicité a opéré une mutation esthétique et idéologique. Dans une récente enquête publiée par *le Point*, Pierre Billard décrit cette mutation : « *Dans sa forme primitive, la publicité est informative, explicative, laudative. Elle doit communiquer que tel produit existe, en quoi il est utile ou agréable, quelles sont ses qualités propres, pourquoi il est meilleur que les produits comparables. Dans la majorité de ses messages — spots, annonces, affiches, jingles —, la publicité française d'aujourd'hui a abandonné ce style, l'a détourné. Plutôt qu'affronter le scepticisme ou le rejet du consommateur en lui présentant une démonstration logique, la pub contourne son client pour faire oublier sa mission et subvertir les résistances. L'information cède la place au spectacle, l'argumentation à la séduction.* »

Cette pub-spectacle reflète l'idéologie dominante. Et l'idéologie dominante, aujourd'hui, c'est le cosmopolitisme. La publicité est devenue un véhicule du cosmopolitisme. Ne serait-elle d'ailleurs pas à l'origine de l'idéologie cosmopolite ? Le débat est complexe. Ce qui est sûr, c'est que la mue esthétique de la publicité a accompagné la mue idéologique des dix dernières années. Du coup, ceux qui naguère proscrivaient la publicité comme "aliénante" ne cessent aujourd'hui d'en vanter les mérites. Ainsi Gilles Lipovetsky n'hésite pas à voir dans la publicité un instrument de la "soft-idéologie", une arme contre le totalitarisme, une alliée de l'individualisme, bref, la forme la plus moderne de la démocratie, celle qui doit conduire au métissage et à la fraternité universels. D'où, selon lui, la montée en puissance des publicitaires dans notre société, montée qui n'a d'égale que celle du cosmopolitisme au sein de l'"Établissement". La politique, l'édition, la presse, les media audiovisuels, le cinéma, qui diffusent l'idéologie cosmopolite, sont entre les mains de publicitaires. Le pouvoir médiatique s'est substitué aux trois autres pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) et le pouvoir médiatique, aujourd'hui, c'est la publicité.

Symboles : qui choisit-on pour incarner Marianne à l'occasion de la célébration du Bicentenaire de la Révolution ? Inès de la Fressange, mannequin fétiche de Chanel, qui déclarait il y a un peu plus d'un an au *Nouvel Observateur* : « *C'est effrayant ! On ne peut plus sortir de chez soi sans buter sur le cadavre d'un Arabe sur le trottoir.* »

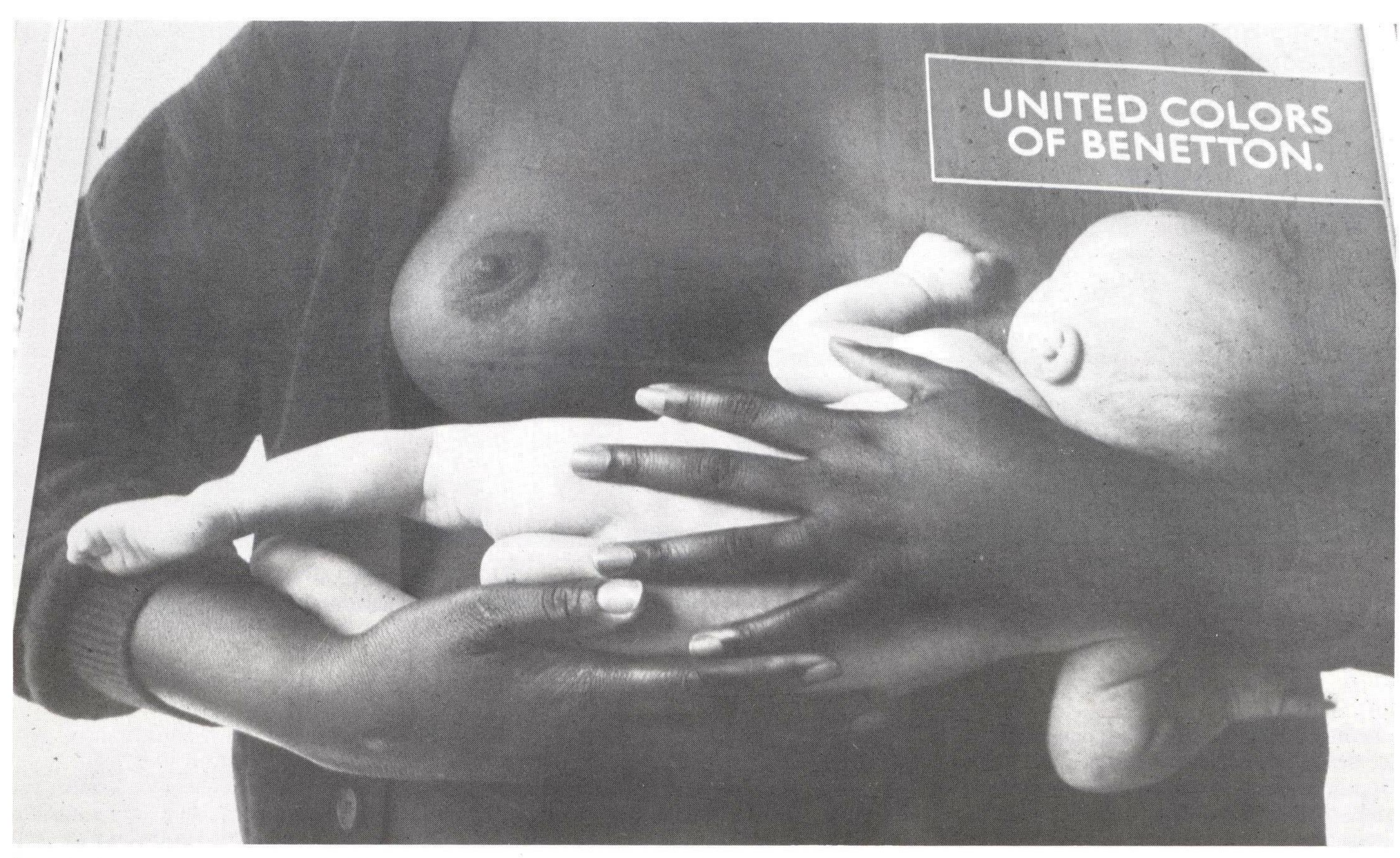
Et qui le président de la République choisit-il pour la mise en scène de la manifestation-phare du 14-Juillet sur les Champs-Élysées ? Un publicitaire très en vogue, Jean-Paul Goude. But recherché : substituer à la commémoration patriotique traditionnelle le message universaliste de la Révolution. Le résultat fut à la hauteur des espérances.

Titre du spectacle : "défilé des tribus planétaires". Tout un programme résumant à lui seul les fantasmes du second septennat "consensuel" de François Mitterrand. Juste quatre mois avant que l'apparition des premiers tchadors dans les écoles publiques ne vienne jeter le trouble dans cette belle harmonie.

Exaltation du métissage

Avouant sans complexe ne connaître la Révolution française qu'à travers quelques "livres illustrés" lus à la hâte pour la circonstance, Jean-Paul Goude expliquait alors : « *Moi, je célèbre la révolution des temps modernes. C'est-à-dire le métissage des genres. La vraie révolution, c'est la naissance d'une sonorité mondiale, synthèse plus ou moins bâtarde des rythmes africains.* » D'où le temps fort de son "show" : le "damier rythmique, multi-ethnique et multi-tribal", composé de deux cent cinquante percussionnistes noirs (des Maliens, pour la plupart, recrutés dans les foyers d'immigrés de la région parisienne) et de deux cent cinquante blancs qui, ensemble, « *prouvent que les tribus du Nord et celles du Sud peuvent fonctionner au même rythme* ». En fond sonore : tam-tams africains, chants tyroliens, vocalises japonaises, mélopées arabes et rythmes "funk".

Quarante-huit ans, né à Saint-Mandé d'un père français et d'une mère américaine, Jean-Paul Goude aime à rappeler qu'élevé à proximité des fauves du zoo de Vincennes, il est attiré par l'Afrique depuis sa petite enfance.



Depuis plusieurs années, la société Benetton s'est spécialisée dans l'apologie du métissage sous prétexte qu'elle vend ses produits dans le monde entier. Sa dernière affiche conçue par l'agence Eldorado, qui montre une noire allaitant un enfant blanc, a même reçu, à l'unanimité du jury, le 16e grand prix de l'affichage. Réflexion de *l'Est républicain* (9 oct. 1989) : « *C'est l'illustration même de la société multiculturelle.* »

Devenu au début des années soixante-dix directeur artistique de la revue new-yorkaise *Esquire*, il s'employa alors à persuader les Américaines qu'« *un nez plat, une grosse bouche, un front large, des yeux bridés, un long cou, c'est beau* ». Découvreur de la chanteuse noire Grace Jones, il en fit une star mondiale qu'il devait utiliser notamment dans un "spot" pour Citroën resté célèbre (on y voit Grace Jones avaler tout cru une CX). De cette "collaboration" naquit un enfant, Paulo, et un livre, *Jungle Fever* (la fièvre de la jungle). Depuis, Jean-Paul Goude s'est imposé comme un gourou de la publicité. Son titre de gloire, estime-t-il, restera d'avoir mis le noir à la mode. Rien à voir avec le "nègre" bon enfant, rigolard, de "Y'a bon Banania" dessiné au début du siècle. Non, le noir tel qu'il le conçoit est jeune, branché, sympathique, intellectuel et légèrement "dénégrifié". Ainsi, ses caractéristiques raciales trop voyantes sont gommées :



« *Le métissage de la pub se fera comme celui de la société : à la vitesse du mélange des chromosomes* » prédit *Hebdo Médias* dans un article intitulé "Qui a peur du melting pub ?". Jean-Baptiste Mondino, spécialiste des spots multiraciaux, y déclare : « *Cet avènement de la mixité va de pair avec une forme d'impuissance de la race blanche.* » Ici, l'affiche réalisée pour Citroën par Goude avec la chanteuse Grace Jones.

cheveux décrêpés, nez et lèvres amincis et, si possible, peau éclaircie. C'est ce que Goude appelle la *french correction.* Pour lui comme pour *Globe*, le type humain idéal, en fait, c'est le métis, ni blanc, ni noir, mais gris. Entre temps, Jean-Paul Goude a abandonné la sculpturale Grace Jones pour un mannequin vedette du couturier Azzedine Alaïa, Farida Khelfa.

En 1984, la firme italienne Benetton, spécialisée dans la confection de vêtements en laine, lance sa campagne : "United Colors of Benetton". Un tournant dans l'histoire de la publicité. Les affiches Benetton représentent des échantillons humains, de préférence des enfants, de toutes les races, de toutes les couleurs, de tous les pays, se tenant joyeusement par la main et portant des vêtements Benetton. Pour la première fois, le métissage universel était célébré ouvertement. Un an plus tard, Harlem Désir fondait SOS-Racisme avec ce slogan directement emprunté au langage publicitaire : "Touche pas à mon pote".

Depuis, les affiches Benetton ont fait fortune un peu partout en Europe, jusqu'aux États-Unis. Ironie du sort, c'est des États-Unis, terre d'élection du melting-pot, qu'est venu le premier camouflet pour Benetton. Pire, ce camouflet est venu de la communauté noire qui a opposé un veto formel à la diffusion aux États-Unis des deux dernières affiches de Benetton : l'une représentant une main noire et une main blanche reliées par des menottes, l'autre une femme noire allaitant un enfant blanc. Motif du rejet : ces photos sont un insupportable rappel de l'esclavagisme. Surtout la seconde qui évoque les nounous noires qui donnaient le sein aux enfants des propriétaires blancs. Interdites aux États-Unis, ces affiches ont traversé l'Atlantique sans aucune difficulté pour être placardées sur tous les murs de France et agrémenter les principaux magazines. Mais Carlo Benetton et son adjoint, Leslie Goldberg, ne désespèrent pas de revenir bientôt aux États-Unis. En présentant cette fois une femme blanche donnant le sein à un enfant noir.

Le modèle brésilien

Bien que précédé par Yves Saint-Laurent qui, dès 1977, montrait la voie avec le parfum Eau libre (une femme blanche adossée à un noir), c'est Benetton qui a véritablement ouvert la brèche. D'autres ont suivi. Trois exemples de produits ayant misé ces dernières années sur le cosmopolitisme pour assurer leur promotion : Peaudouce (sous-vêtements pour bébés), chocolat Poulain et Schweppes. Source d'inspiration commune : le Brésil.

Le spot réalisé au début de cette année par Valérie Clément pour Peaudouce montre des bambins se trémoussant sur des airs nonchalants de musique brésilienne. Une petite fille, métisse, danse et s'agite, coquine, devant des garçons qui la regardent avec des airs de grands timides intéressés.

Le chocolat Poulain a choisi de changer son "image", associée jusque-là aux alpages des montagnes suisses. Trop "ringard" aux yeux de la firme soucieuse de se mettre au goût du jour. L'agence Callegari Berville s'est chargée de la réalisation de quatre films tournés aux Caraïbes pour "repositionner" l'image de Poulain. Commentaire de l'hebdomadaire *Communication and Business* : « *Ah ! qu'elles sont jolies les filles du chocolat Poulain ! Couleur chocolat noir ou chocolat au lait, africaines ou métisses, vêtues de pagnes ou de dentelles, elles ont le sourire aux lèvres et le rythme dans la peau, la gambade frénétique ou la démarche chaloupée. Petits seins peinturlurés de guerrières, pétales de jeunes filles en fleur, exotiques et désirables au moins autant que les paysages de rêve qui les entourent, elles donnent aux écrans publicitaires comme un goût de printemps sucré. Les quatre films de l'agence Callegari Berville sont beaux comme les films Nescafé, mais un peu moins*

folkloriques, un peu plus authentiques en même temps qu'un peu plus modernes. Ils sont l'expression d'une stratégie créative puissante qui donne aux produits et à la marque Poulain la légitimité qui leur manquait. »

En 1988, Schweppes confiait à l'agence FCB le soin de réaliser un nouveau spot pour Dry de Schweppes, "la boisson tropicale et urbaine de l'adolescence émancipée".

« *Le film concocté par l'agence FCB,* écrit *Communication and Business, est un curieux mélange de références, d'époques et de sensations, qui réussit à positionner Dry comme un breuvage à la fois tropical et urbain, jeune mais surtout pas niais. Une prouesse. A la base du cocktail, une idée forte, le Brésil, et un impératif apparemment inhérent au segment : une bande de jeunes gens heureux qui se trémoussent en maillot de bain. Le côté cocotier-lagon bleu est immédiatement dynamité par un traitement de l'image en noir et blanc et par la découverte d'une ville derrière la plage. Ce qui donne à l'exotisme ambiant un souffle d'incongruité, exotisme accentué par un casting entièrement brésilien.* »

Fier de lui, Michel Persitz, directeur de la création à l'agence FCB, explique sentencieusement : « *Nous nous adressons à une adolescence émancipée, on a dépassé l'époque du touche-pipi et des fantasmes trop clichés et trop polis pour être honnêtes.* »

« *J'ai horreur de la franchouillardise. J'aime les pubs Dim (celles qui célèbrent la fraternité et le mélange des races) et tout ce qui est ambigu* », déclarait récemment Olivier Chavarot. Il ne faisait que refléter un sentiment largement partagé parmi les professionnels de la publicité.

Les politiques se sont mis aussi à la publicité multiraciale. Ci-dessus : affiche de François Léotard. Au bas de l'affiche, cette phrase (coupée sur la photo) signée du chef du PR : « *Nous ne serons pas riches seuls* ». Ci-dessous : ici, le PS n'a pas hésité à donner dans la pire des démagogies : l'appel aux enfants. Comme le dit Mondino, « *le melting pub est en marche* ». Un point "noir", cependant, pour ce dernier : on n'utilise pas encore assez d'Arabes. Raciste, la pub.



Même certains produits très traditionnels, issus des profondeurs de notre terroir, n'échappent pas au lessivage cosmopolite. Ainsi, en 1988, le Comité interprofessionnel du vin d'Alsace crée-t-il un poste de responsable du marketing qui, aussitôt, confie à une agence (l'agence Reymann) le soin de promouvoir le vin d'Alsace afin que celui-ci « *entre enfin dans la sphère des vins communicants* ». Après une brève étude, l'agence conclut : le vin d'Alsace est « *un vin qui dort, qui subit son identité. Il faut le dégager du folklore, lui donner une image plus dynamique, plus vivante, inscrite dans une modernité universelle* ».

Résultat : huit millions de francs par an débloqués pendant trois ans pour une campagne mettant en avant les grands hommes "universels" de l'Alsace, Bartholdi, le sculpteur de la statue de la Liberté, né à Colmar, William Wyler, réalisateur de *Ben Hur*, né à Mulhouse, ainsi que les Marx Brothers, dont le père était également né en Alsace.

Le Comité du vin d'Alsace entend maintenir l'effet de surprise pendant un an et demi. « *Notre ambition,* explique Richard Kannemacher, responsable du marketing, *est de sortir des clichés (cigognes, clochers, façades à colombages, géraniums, etc.) pour attirer de nouveaux consommateurs.* » ■

Relire la Révolution

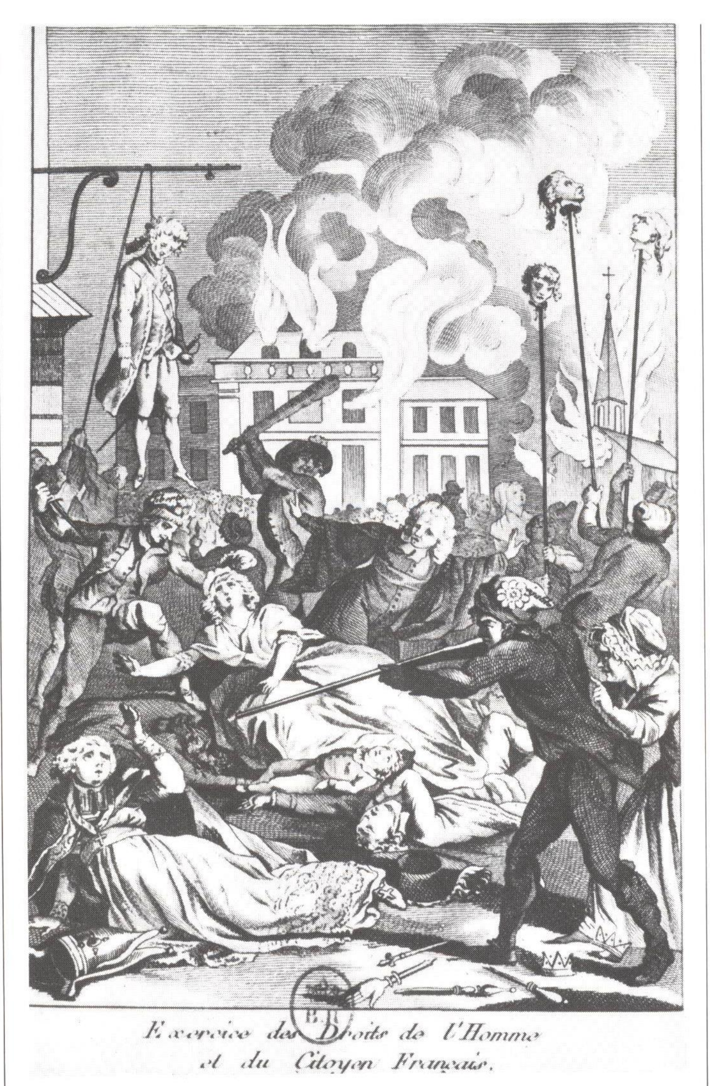
par Régis Constans

L'esprit des Lumières voulait en finir avec "les siècles obscurantistes", quand la religion était l'"opium du peuple". Aujourd'hui, la Révolution en est devenue la cocaïne. On nous en fait sniffer à toute heure du jour et de la nuit. Overdose de menteries. »

Quarante ans, ancien secrétaire d'État à la Culture du dernier gouvernement Chirac, député et président UDF du Conseil général de Vendée, Philippe le Jolis de Villiers de Saintignon a fêté le Bicentenaire à sa manière : en fustigeant ses "thuriféraires".

Opération conduite en trois temps : fin juin, publication d'une *Lettre ouverte aux coupeurs de têtes et aux menteurs du Bicentenaire* (Albin Michel) ; le 9 juillet, célébration par le primat de Pologne, le cardinal Glemp, d'une grand-messe solennelle dans la cour du château du Puy-du-Fou (brûlé en 1793) « à la mémoire des victimes du "populicide vendéen" » ; le 13 juillet, enfin, veille du sommet des Sept et du "défilé des tribus planétaires" de Jean-Paul Goude sur les Champs-Élysées, envoi à François Mitterrand d'un *Cahier de doléances de la Vendée*.

Imprimé sur carton fort en caractères bleus et noirs, ce document de quatre pages format journal s'ouvre sur une requête : « [...] *La Vendée a subi en 1794 ce carnage d'apocalypse que Gracchus Babeuf désigne par un néologisme terrifiant : "populicide". Les chiffres des victimes s'élèvent à un quart au moins de la population des régions considérées. L'organisateur et l'exécuteur de ce plan d'extermination, dont le massacre aux Lucs-sur-Boulogne des cinq cent soixante-quatre enfants, femmes et vieillards, est le général Turreau, à la tête de ses Colonnes infernales. Or, savez-vous, Monsieur le président de la République, que, chose inouïe, son nom figure en bonne place sur l'Arc de Triomphe* [...]. *A la demande de nombreux élus locaux, nous envisageons de demander au gouvernement de rayer le nom de Turreau des colonnes de la gloire* [...]. *De grâce, Monsieur le Président, faites du Bicentenaire un acte de fierté, mais aussi un acte de vérité. Décrochez le nom de Turreau, qui affecte la Mémoire et perpétue l'inégalité du Souvenir* [...]. »



Les massacres de septembre. En septembre 1792, on massacra allégrement au nom des droits de l'homme plus d'un millier de personnes.

Les paradoxes de Philippe de Villiers

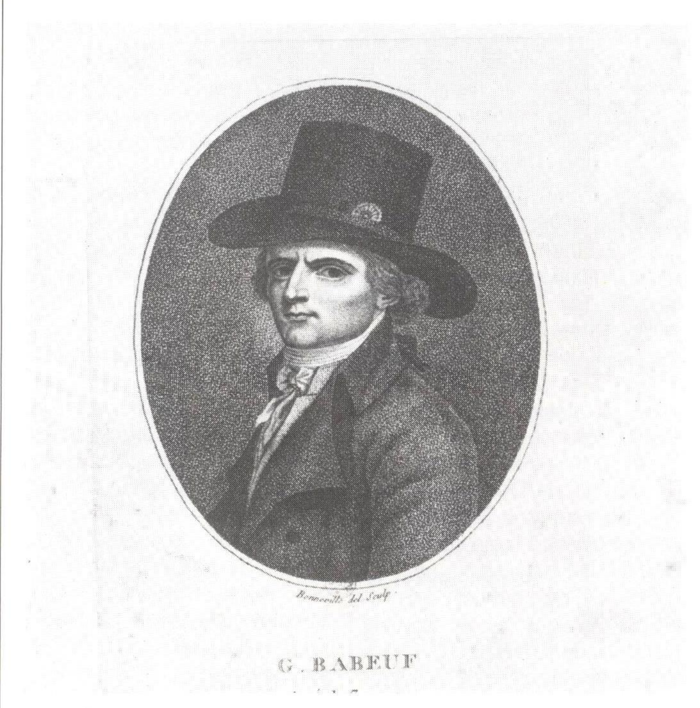
Les trois autres pages résument le propos de la *Lettre ouverte*. Et l'illustrent à l'aide de textes de l'époque, tel ce témoignage de "patriotes" datant de janvier 1794. « *Les hommes, les femmes, même les enfants à la mamelle, les femmes enceintes, tout périt* [...]. » L'auteur a puisé l'essentiel de sa documentation dans les travaux d'un jeune historien nantais, Reynald Secher, auteur, il y a deux ans, d'un ouvrage qui fit grand bruit : *La Vendée-Vengé. Le génocide franco-français* (PUF).

Philippe de Villiers n'en est pas à son premier coup d'éclat : jeune sous-préfet du Loir-et-Cher, il démissionna avec fracas, en 1981, au lendemain de l'élection de François Mitterrand.

Organisateur en 1980 d'une remarquée "Quinzaine Balzac" à Vendôme, créateur trois ans auparavant du spectacle "cinéscénique" du Puy-du-Fou (aujourd'hui de réputation mondiale), fondateur en 1982 de la radio Alouette FM, puis, en 1984, de la Fondation pour les arts et les sciences de la communication, il manie volontiers le paradoxe.

En 1987, à l'occasion du Millénaire capétien, recevant dans son château familial, en Vendée, le chef de la Maison de Bourbon, Mgr le duc d'Anjou et de Cadix, il portait un toast "au Roi". Un an plus tard, il faisait voter les chouans pour Raymond Barre, avant de rejoindre, au printemps dernier, le groupe des "rénovateurs" de l'opposition. De M. de Charette à Michel Noir, la filiation ne manquera pas d'exciter la curiosité des historiens.

Vendéen, Philippe de Villiers l'est jusqu'au bout des ongles : fidèle à la terre de ses pères, fervent lecteur de Bernanos, fantasque, un brin anarchiste. Ancien élève de l'ENA, attiré depuis toujours par le monde des media, il subit aussi les modes intellectuelles parisiennes. La découverte, au milieu des années soixante-dix, des "nouveaux philosophes", ces ex-marxistes passés au libéralisme, devait fortement le marquer. Sous prétexte d'antitotalitarisme, il puisera chez eux de quoi rejeter toute notion d'ordre d'État. « *Le drame de notre temps,* affirme-t-il aujourd'hui, *est que la revendication des droits de l'homme ne s'est jamais faite aussi urgente, aussi insistante, aussi universelle* [...]. Comme l'écrit Alain Finkielkraut,



Avec Gracchus Babeuf (1760-1797), de son vrai nom François Noël, l'égalitarisme débouche sur la terreur.

il y a des lois de l'humanité, c'est-à-dire un droit supérieur aux États [...]. »

D'où l'idée centrale de son livre : c'est au nom des droits de l'homme que la Vendée est entrée en guerre contre la Convention. Et ce qu'il reproche aux organisateurs du Bicentenaire c'est de ne pas avoir suffisamment opposé les droits de l'homme à la Terreur. « *Formidable occasion manquée*, explique-t-il, *pour une vraie pédagogie des droits de l'homme* [...]. *Car la Révolution, c'est bien sûr et d'abord la Déclaration des droits de l'homme, sortie des entrailles de ce vieux pays judéo-chrétien qu'est la France, reçue par les nations modernes comme un texte augural, charte de la dignité qui a fait le tour du monde* [...]. »

Conclusion : en bons disciples des droits de l'homme, les Vendéens furent « *à cent lieues de prétendre opposer à la Révolution une révolution contraire qui fût le contraire d'une révolution. Ils n'étaient pas plus contre-révolutionnaires que révolutionnaires. Ils étaient a-révolutionnaires* ».

Lorsqu'il analyse l'essence de la révolution terroriste de 1793, Philippe de Villiers est plus convaincant : "insurrection contre le passé" et "volonté de refaire l'humanité", celle-ci est bien la mère des grandes révolutions liberticides du XXe siècle : la russe, la chinoise, l'indochinoise, la cubaine, etc.

La Révolution est « un bloc »

La Terreur de 1793 était-elle en germe dès 1789 ? Autrement dit, la Révolution fut-elle "un bloc", pour reprendre l'expression de Clemenceau, ou fut-elle libérale avant d'être terroriste ? Question fondamentale qui agite depuis plus d'un siècle les historiens et que les organisateurs du Bicentenaire ont totalement occultée.

Curieusement, Philippe de Villiers penche plutôt en faveur de l'opposition entre 1789 et 1793. Prenant ainsi le risque d'être en porte-à-faux par rapport à l'historiographie la plus récente.

Jusqu'à la fin des années soixante, l'idée de "bloc" était défendue à la fois par l'école marxiste, incarnée par Georges Lefebvre, puis par Albert Soboul, et par l'école bainvillienne, représentée par Pierre Gaxotte. L'idée d'une révolution à deux ou plusieurs vitesses était, dans la lignée d'Aulard, défendue par l'école libérale.

Longtemps tenue à l'écart de l'Université, l'école bainvillienne ou contre-révolutionnaire (encore qu'une distinction devrait s'imposer entre les deux termes) y fit son entrée au milieu des années soixante-dix. En 1974 d'abord : sous l'autorité de Jean Tulard, alors maître de conférences à l'École pratique des hautes études, qui prit l'initiative de faire publier une édition universitaire (dotée d'un fort appareil critique) de *la Révolution française* de Pierre Gaxotte (Fayard), parue pour la première fois en 1928.

Quatre ans plus tard, c'était la publication de *Penser la Révolution française* de François Furet (Gallimard). Président de l'École des hautes études en sciences sociales, ancien marxiste, l'auteur fit alors scandale : s'appuyant sur les travaux d'Augustin Cochin, l'historien des "Sociétés de pensée", il écrivait en effet : « *Entre la réunion des États généraux et la dictature du Comité de salut public, c'est la même dynamique qui est à l'œuvre ; elle est en place dès 89.* »

François Furet devait ensuite réajuster son tir. Au point d'écrire le contraire, huit ans plus tard, dans *le Nouvel Observateur* : « *La tradition démocratique française*, expliquait-il désormais, *a un double visage ; elle est à la fois libérale et antilibérale, libérale avec 89 et l'idée de fonder la nouvelle société sur l'égalité, la liberté et les droits de l'homme, antilibérale avec 93 et la Terreur.* » Il ajoutait : « *Je suis un grand admirateur de 1789 ; je pense que c'est un événement magnifique, et je n'aime pas les historiens qui essayent de rabaisser la dimension de cet événement, un des rares grands événements universels de l'Histoire.* »



Rivarol (1753-1801).

C'est qu'entre 1978 et 1986, François Furet avait été choisi par le pouvoir comme caution intellectuelle du Bicentenaire. Avec un objectif précis : préparer le consensus droite-gauche autour de 1789 et des droits de l'homme.

Néanmoins, en 1978, une brèche avait été ouverte. Parrainée par Jean Tulard puis par Pierre Chaunu, une pléiade de jeunes chercheurs devait montrer que Robespierre et la Terreur étaient bien les héritiers d'un engrenage mis en place au printemps 1789. Dans un ouvrage retentissant publié en 1986, *Septembre 1792. Logique d'un massacre* (Laffont), Frédéric Bluche, déjà auteur d'une biographie de Danton (Perrin), insistait : « *La Révolution est un bloc. Libre à chacun d'assumer ou de rejeter son héritage, mais quiconque approuve la grande convulsion se doit d'accepter sans réserve la violence barbare et sanguinaire qui l'a parfaite.* »

Depuis trois ans, les rangs de ceux qui partagent cet avis n'ont fait que s'étoffer. Et ils se recrutent aussi bien à droite qu'à gauche. Ainsi, Marcel Gauchet, qui vient de publier *la Révolution des droits de l'homme* (Gallimard), porte-t-il un coup de grâce aux droits de l'homme en croyant les célébrer : « *L'idée des droits de l'homme*, note-t-il, *a réellement engendré un monde, mais elle l'a fait à l'aveugle, au milieu de convulsions et d'errances dues à la difficulté infinie de lui procurer une incarnation collective opérante et assurée.* »

Dans un essai achevé en prison et intitulé *Réflexions sur la Révolution de 1789* (Les Iles d'or, 1948), Charles Maurras écrivait : « *On revit à la Convention, sous peau de chacal ou d'hyène, les bêlantes brebis de la Constituante. Il n'y eut pas d'une part des idyllistes, d'autre part des bourreaux. Ce sont les idyllistes qui sont devenus des bourreaux. Pas un ne fut bourreau sans avoir été idylliste. Les adorateurs de la sainte guillotine étaient les anciens prêtres du droit humain.* »

La majorité des historiens ne démentiraient pas aujourd'hui le maître de l'Action française. Déjà Napoléon avait confié à Las Cases : « *La Terreur, en France, a commencé le 4 août. C'est alors que le signal de la curée a été donné, que le dispositif a été mis en place et en œuvre pour substituer entièrement une classe à une autre* [...]. »

La Terreur prit-elle fin avec la chute de Robespierre, le 9 Thermidor ? Selon l'opinion commune, la France thermidorienne se grisa soudain de liberté après seize mois de dictature du Comité de salut public.

Dans son *Histoire de la Révolution*, Pierre Gaxotte disait du Directoire : « Il ne tue pas, il fait mourir ». Il arrivait aussi au Directoire de tuer. Et même souvent. C'est ce que vient de montrer un professeur nantais, Bernard Lerat, dans un ouvrage intitulé : *le Terrorisme révolutionnaire* (France-Empire). Étudiant le terrorisme depuis le printemps 1789 jusqu'au 18 Brumaire, il démontre magistralement la consubstantialité de la Terreur et de la Révolution. ▷▷

identité

Comité de patronage

Bernard Antony : directeur du centre Charlier, délégué national à la formation du Front national.
Philippe Bourcier de Carbon : ancien élève de l'École polytechnique, démographe.
May Cabantous : maître de conférences à l'université de Montpellier.
Bruno Gollnisch : docteur en droit, diplômé de l'École des langues orientales, professeur à l'université de Lyon III, ancien doyen de la Faculté des langues de Lyon.
Pierre Gourinard : docteur ès lettres, chargé d'enseignement à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.
Jean Haudry : professeur de linguistique à l'université de Lyon III, directeur du Centre de recherches indo-européennes.
Jean Lamarque : professeur à la Faculté de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris.
Jean-Claude Martinez : agrégé de droit et de sciences politiques, professeur à Paris II.
Pierre Milloz : ancien élève de l'ENA, docteur en droit, écrivain, double lauréat de l'Institut.
Jules Monnerot : écrivain, sociologue et politologue. **Claude Moreau :** ancien élève de l'École polytechnique, chef d'entreprise.
Jean Picard : physicien, chercheur au C.E.A.
Christiane Pigacé : docteur en droit, maître de conférences à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.
Abel Poitrineau : professeur d'histoire économique à l'université de Clermont-Ferrand.
Claude Polin : professeur de philosophie politique à la Sorbonne, directeur du Centre de prospective sociale et politique.
André Renoux : docteur ès sciences, professeur à Paris XII, directeur du Laboratoire de physique des aérosols et transfert des contaminations.
Pierre Richard : ancien élève de l'ENA, conseiller honoraire à la Cour des comptes.
Jacques Robichez : professeur de lettres émérite à la Sorbonne.
Norbert Roby : docteur ès sciences, ancien professeur à l'université de Montpellier.
Claude Rousseau : maître de conférences (philosophie politique) à la Sorbonne.
Pierre Routhier : géologue, professeur émérite à l'université Pierre et Marie Curie Paris VI.
Jean Varenne : docteur ès lettres, professeur émérite de civilisation indienne à l'université de Lyon III.
Pierre Vial : maître de conférences à l'université de Lyon III.
Jean de Viguerie : professeur d'histoire à l'université de Lille.

•

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Bruno Mégret
DIRECTEUR DÉLÉGUÉ
Jean-François Jalkh
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Bardet
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
Régis Constans
SECRÉTAIRES DE RÉDACTION
Déline Certier, Damien du Laz
RÉDACTION
Pierre Durand, Pierre Milloz, Pierre Sergent, Georges-Paul Wagner, Aramis, Didier Lefranc, Jean de Bauvière, Bruno Chossat

MAQUETTISTE
Christine Sinotte
ICONOGRAPHIE
Anne-Laure Le Gallou
IMPRESSION
SEPPI - 78350 Jouy-en-Josas

CRÉDIT PHOTOGRAPHIQUE
Sygma, Gamma, Roger-Viollet, Sipa-Press.
Couverture : Sygma (ph. B. Annebicque).
Caricatures : Guillaume Donon.
Dessin d'Aramis

IDENTITÉ

25, avenue Marceau - 75116 Paris
Tél. : (1) 47 20 89 09 - Fax : (1) 40 70 05 72
N° de commission paritaire : AS71225

« *Ce qui est indiscutable,* écrit-il *c'est que ce terrorisme se manifesta dès la prise de la Bastille. Il se continua de façon plus ou moins larvée pendant les années 1790 et 1791. Il devint ensuite un moyen de pression, puis bientôt système de gouvernement* [...]. » Ajoutant : « *On parle trop souvent uniquement de la "grande terreur", celle du temps de Robespierre, Saint-Just, Couthon. Nous avons vu que l'on avait tort de passer sous silence la Terreur avant. Il importe de dire qu'il ne faut pas ignorer la Terreur après.* »

On s'est souvent trompé sur les hommes du Directoire. Parce que, corrompus et bons vivants, ils sont passés à la postérité sous les traits de cyniques mais aimables lurons. C'est oublier que la plupart avaient été de fervents partisans de Robespierre, et que celui-ci ne commença à les insupporter que lorsqu'ils se sentirent à leur tour menacés par lui. Ce ne sont pas des idéalistes épris de liberté qui ont renversé "l'Incorruptible", mais d'autres terroristes morts de peur.

« *Les hommes du Directoire* », conclut Bernard Lerat, *qui sont certes des arrivistes, des profiteurs, des politiciens, ne demeurent-ils pas, en une certaine partie d'eux-mêmes, des doctrinaires ? Pour un homme comme Barras, continuer à essayer d'affranchir l'esprit humain de ce qu'il appelle l'"obscurantisme", n'est-ce pas un reste de son idéal de jeunesse ? Certains, plus rusés ou plus faux que d'autres, se disent peut-être que, si on les traite de fanatiques ou de sectaires, on oubliera qu'ils sont corrompus ou renégats.* »

Le retour de Burke et de Rivarol

Dans la foulée de ce mouvement révisionniste, les classiques de l'école contre-révolutionnaire du XIXe siècle, longtemps ignorés, reparaissent. Notamment *les Origines de la France contemporaine* de Taine (deux volumes de la collection "Bouquins" chez Laffont), qui constituent l'antidote parfait à l'*Histoire de la Révolution française* de Michelet (également rééditée dans la même collection).

Surtout, les éditeurs s'intéressent à nouveau aux pères intellectuels de la Contre-Révolution. Coup sur coup ont été réédités les *Réflexions sur la Révolution de France (1790)* de l'Anglais Edmund Burke, (éditions du Franc-Dire, 78470 Saint-Lambert-des-Bois) et les *Mémoires* inachevés de Rivarol (éditions du Trident, 27, rue de l'abbé Grégoire, 75006 Paris), ainsi que son *Journal politique national* (éditions du Rocher).

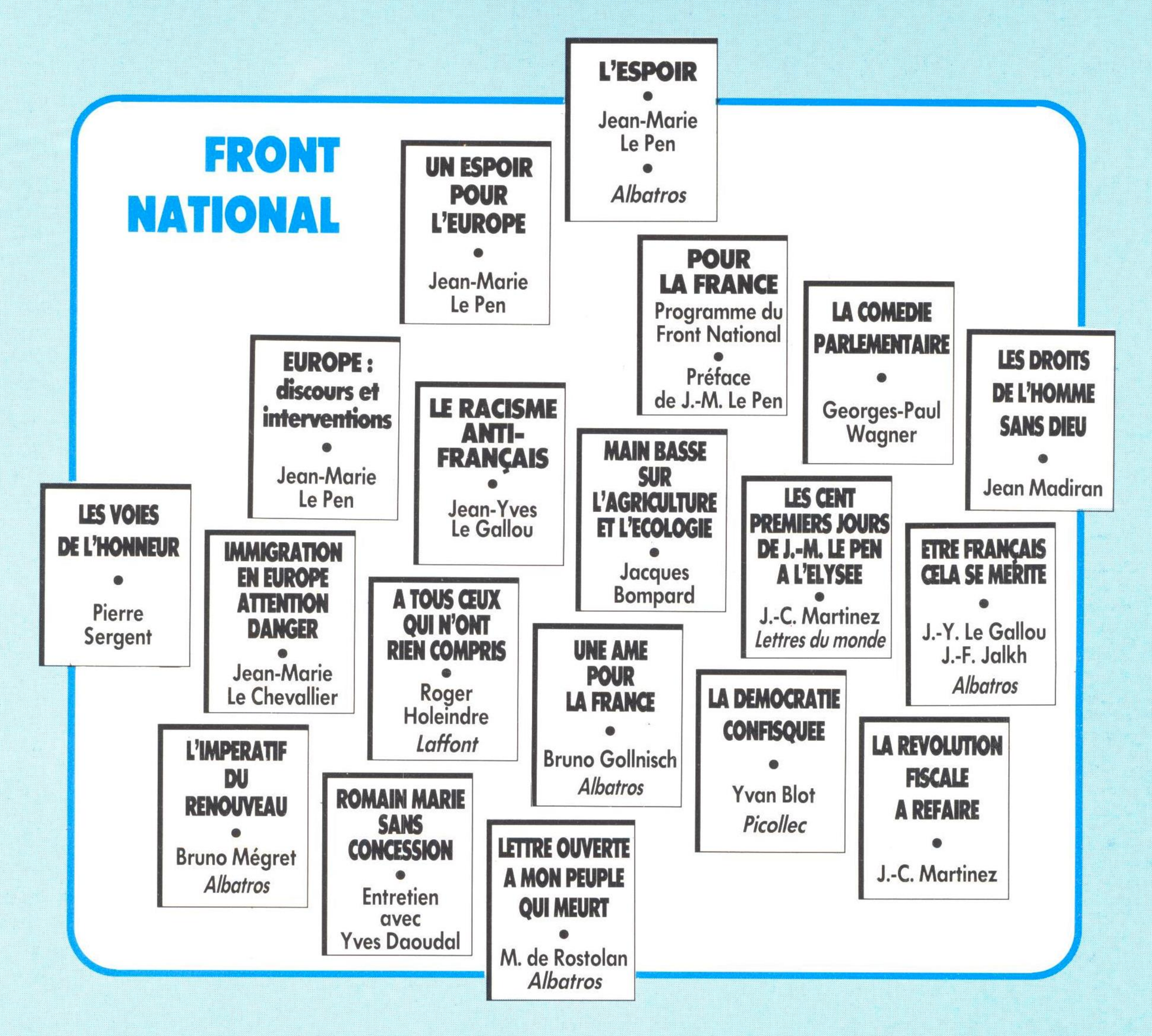
Selon Burke, l'exaltation par les Constituants de la liberté métaphysique fit le lit de la tyrannie. En voulant imposer une société abstraite, rationnelle et individualiste, les hommes de 89 ont introduit une rupture dans la culture européenne.

Prince de la conversation, redouté pour ses mots d'esprit, pourfendeur des vanités humaines, lauréat de l'Académie de Berlin pour son *Discours sur l'universalité de la langue française* (1784), journaliste, polémiste, surnommé par Burke "le Tacite de la Révolution", Antoine de Rivarol fut l'un des observateurs les plus percutants et les plus lucides de son temps. Son œuvre est une grande leçon de politique. On peut, on devrait toujours s'en inspirer.

Telle qu'il l'analyse, la Révolution apparaît essentiellement comme une crise du pouvoir. Le Roi ayant cessé de se conduire en roi, il a laissé sa fonction, dont il était le dépositaire multiséculaire, être dépouillée de sa souveraineté. Entre le 5 mai 1789, date de la première réunion des États généraux, et le 9 juillet de la même année, date de naissance de l'Assemblée constituante, la sphère du politique s'est déplacée du Roi vers l'Assemblée. Elle se déplacera ensuite de l'Assemblée vers les clubs. Ce que montre également Jean-François Chiappe dans sa magistrale biographie de Louis XVI en trois volumes (chez Perrin, dernier tome paru en avril).

Dans ses *Mémoires*, Rivarol rapporte qu'on lui demanda, en 1790, comment finirait la Révolution : « *Je fis cette réponse bien simple : ou le Roi aura une armée, ou l'armée aura un roi. J'ajoutai : Nous aurons quelque soldat heureux, car les révolutions finissent toujours par le sabre : Sylla, César, Cromwell.* » Neuf ans plus tard, juste après le 18 Brumaire, il écrira : « *Il serait plaisant de voir un jour les philosophes et les apostats suivre Bonaparte à la messe en grinçant des dents, et les républicains se courber devant lui. Ils avaient pourtant juré de tuer le premier qui ravirait le pouvoir. Il serait plaisant qu'il créât un jour des cordons et qu'il en décorât les rois, qu'il fît des princes et qu'il s'alliât avec quelque ancienne dynastie [...] Malheur à lui s'il n'est pas toujours vainqueur.* » ■

Des livres, des idées, des perspectives



Conférences de l'IFN

(Institut de formation nationale)

Séance inaugurale de l'IFN, Jean-Marie Le Pen
L'Identité en question, Bruno Mégret, G.-P. Wagner
Déclin et Crise d'identité, Claude Rousseau
Droit et Identité, G.-P. Wagner
L'Identité culturelle française, Jacques Robichez

Conseil scientifique

Les Sept Upanishads, Jean Varenne (Seuil)
Christianisme et Révolution, Jean de Viguerie
Désintox, Jules Monnerot (Albatros)
L'intelligence de la politique, Jules Monnerot (PUF)
Totalitarisme, Claude Polin (PUF)
Le Libéralisme oui ou non, Claude et Raymond Polin (La Table ronde)
Le Mal administratif, Pierre Milloz (Dunod)
Les Indo-Européens, Jean Haudry (PUF, Que sais-je ?)

Institut de Formation Nationale

CONFERENCES DU SOIR

Cycle 1989-1990

La pensée nationale

10 octobre 1989 : séance inaugurale. La pensée nationale et le combat politique, par **Jean-Marie Le Pen** • 24 octobre 1989 : les grands précurseurs, Rivarol et Chenier, par **Georges-Paul Wagner** • 14 novembre 1989 : la pensée contre-révolutionnaire, L. de Bonald, E. Burke, J. de Maistre, par **François Léger** • 28 novembre 1989 : l'idée de nation, Taine, Renan, Bourget, par **Jacques Robichez** • 12 décembre 1989 : Barrès, la terre et les morts, par **François Broche** • 9 janvier 1990 : la fonction de l'élite, Le Bon, Michels, Pareto, par **Pierre Vial** • 23 janvier 1990 : la critique du libéralisme, Auguste Comte, par **Claude Rousseau** • 13 février 1990 : le nationalisme populaire à la française, de Boulanger à La Rocque, par **Pierre Gourinard** • 27 février 1990 : Charles Maurras et l'école du nationalisme intégral, par **G.-P. Wagner** • 13 mars 1990 : la droite à la pointe du combat social, Veuillot, La Tour du Pin, Péguy, Vallat, par **Bernard Antony** • 27 mars 1990 : idées nationales et tradition, Evola, Guénon, par **Jean Varenne** • 10 avril 1990 : la génération littéraire de l'entre-deux guerres, Céline, Brasillach, Drieu La Rochelle, par **Nicole Debrie** • 24 avril 1990 : la pensée au Japon, par **Bruno Gollnisch** • 15 mai 1990 : le libéralisme national, de Weber à von Hayek, par **Yvan Blot** • 29 mai 1990 : la naissance de la politologie, Carl Schmitt, par **Christiane Pigacé** • 12 juin 1990 : éthologie et politique, Lorenz, Gehlen, par **Jean-Yves Le Gallou** • 26 juin 1990 : le renouveau de la pensée nationale dans les années quatre-vingt, par **Bruno Mégret**.

Ces conférences ont lieu à la Maison des Agriculteurs, 8, rue d'Athènes, 75009 Paris.